



**STATUT
PARTICULIER ET RÉGIME
INDEMNITAIRE**

Les clarifications du ministère de l'Education

Lire l'article de M. Aziza page 4

**LES PERSONNES DÉPLACÉES
REVIENNENT AU NORD DE GHAZA**

Prélude au «grand retour» !

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



BOUMERDÈS

Deux morts et deux blessés dans un carambolage P. 4

DÉBAT

**Les collectivités
locales algériennes,
entre textes et réalité**

Par Boudina Rachid

P. 5



**ACCORD D'ASSOCIATION
AVEC L'UE**

Les mises au point du Président Tebboune

Lire l'article de A. Z. page 3

Tebboune reçoit le ministre tunisien des Affaires étrangères P. 3

Les personnes déplacées reviennent au nord de Ghaza Prélude au «grand retour» !

Mohamed Mehdi

Occupant, cette terre est la nôtre, l'Histoire est la nôtre et les racines sont les nôtres. Aujourd'hui, l'esprit que je pensais avoir perdu m'est revenu. Nous allons retourner à nos belles maisons détruites », ce sont les mots d'une jeune fille de Ghaza, lancés en direct devant la caméra d'Al Jazeera, pour décrire sa joie de pouvoir retrouver le nord de l'enclave après plus de 15 mois de bombardements sionistes intenses.

C'est probablement le même sentiment des centaines de milliers de personnes déplacées qui ont, dès l'aube de lundi, emprunté le Boulevard Er-Rasheed, sur la côte ouest de Ghaza, pour revenir vers leurs terres à Jabaliya, Beit Lahia, Beit Hanoune, Al-Zahra, Oum En-Nasr, Al-Majdal, Djuhr Al-Deek, Al-Qobba, et la ville de Ghaza.

Le flux humain était impressionnant, estimé par un correspondant d'Al Jazeera à « près d'un million » de citoyens originaires du nord de Ghaza. Des femmes, des enfants, des jeunes, des vieux ont emprunté, à pied, le Boulevard Er-Rasheed, vers le nord de Ghaza, en passant par l'axe Netzarim après le retrait partiel des chars et autres blindés de l'armée d'occupation sioniste.

Quelques heures plus tard, en milieu de matinée, c'était au tour des ghazaouis véhiculés qui attendaient sur le flanc est de l'enclave, d'entamer le chemin du retour vers la ville de Ghaza et le gouvernorat du nord, immédiatement après la mise en place du portique de sécurité pour détecter aux rayons X toute présence d'armes à feu ou explosifs dans le convoi, comme le prévoient les termes de l'accord de cessez-le-feu.

Le retour des personnes déplacées vers le nord de Ghaza figurait, depuis le début, parmi les plus importantes exigences sur laquelle ont insisté les négociateurs du Hamas, en coordination avec les autres factions de la résistance palestinienne. Ce dénouement, au bout d'un blocage de près de 48 heures, a eu lieu après le règlement, tard dans la soirée de dimanche, du cas de Arbel Yehuda, qui sera finalement libérée avant vendredi, avec deux autres codétenus, dans une étape intermédiaire, en plus de celle qui aura lieu samedi prochain comme convenu dans l'accord. Citant des sources palestiniennes, Al Jazeera a rapporté que c'est « la résistance (qui) a proposé d'augmenter le nombre de prisonniers dans le processus d'échange » du cas d'Arbel. « La proposition d'augmenter le nombre de prisonniers israéliens libérés avant vendredi est une initiative de la résistance à Ghaza, et non pas dans le cadre des négociations ». Cette précision intervient après l'annonce par le cabinet du Premier ministre sioniste que Yehuda sera libérée en compagnie du « soldat Agam Berger et une autre personne », laissant entendre que c'est grâce aux pressions exercées sur le Hamas que ces trois détenus seront

libérés en même temps.

Par ailleurs, toujours selon Al Jazeera, la source de la résistance affirme que « le nombre de prisonniers israéliens vivants concernés par la première phase de l'échange est plus important que prévu et est suffisant pour qu'un échange dure plus de 6 semaines ».

La résistance palestinienne a, en effet, annoncé que sur les 33 prisonniers israéliens concernés par la première étape de l'échange, 25 sont vivants. Cette précision implique que le nombre de prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes sera plus important que prévu. Vers 17h (localement), le flux humain de personnes déplacées se dirigeait toujours vers le nord de Ghaza, transportant quelques bagages, parfois des tentes. Pour certains, la distance à parcourir est de plus de 20 km s'ils sont venus de Rafah et Khan Younes au sud de l'enclave. Dans un communiqué diffusé la matinée sur Telegram, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza, a indiqué que « plus de 5.500 employés de toutes les agences, ministères et institutions gouvernementales, travaillent actuellement pour faciliter le retour des personnes déplacées des gouvernorats du sud et du centre vers Ghaza et les gouvernorats du nord ». Pour abriter temporairement ces centaines de milliers de personnes déplacées, le gouvernement estime que les « besoins d'urgence » est de « 135.000 tentes et caravanes », rappelant que le niveau des destructions des habitations par les bombardements de l'armée d'occupation israélienne dans les deux gouvernorats « a atteint plus de 90% ». Le communiqué a également appelé « la communauté internationale, les organisations internationales et les pays arabes à ouvrir les points de passage et à apporter des fournitures de base pour abriter notre honorable peuple palestinien ».

LA JORDANIE ET L'EGYPTE REJETTENT LA PROPOSITION DE TRUMP

La Jordanie a réagi, par la voie de son ministre des Affaires étrangères, aux propos de Donald Trump qui a annoncé, samedi soir, avoir proposé au souverain hachémite de transférer les Palestiniens de Ghaza vers plusieurs pays arabes, citant également l'Egypte. La réaction du ministre des Affaires étrangères de la Jordanie, Ayman Al-Safadi, est venue en fin de journée de dimanche, lors d'un point de presse avec la Coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction à Ghaza, Sigrid Kaag, consacré à « l'acheminement de l'aide dans l'enclave ». « La solution à la question palestinienne est une solution palestinienne, la Jordanie est pour les Jordaniens et la Palestine est pour les Palestiniens », a déclaré Al-Safadi. « Notre position est que la solution à deux États est la voie à suivre pour parvenir à la paix, et notre rejet du déplacement est fer-



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'excellence des relations entre l'Algérie et la Mauritanie se confirme à travers l'engagement des responsa-

bles deux pays. En témoignent les positions communes des deux pays sur les dossiers régionaux et la coopération étroite entre eux, renforcée ces derniers temps par la volonté des deux présidents Abdelmadjid Tebboune et Mohamed Ould Ghazouani. Les deux chefs d'Etat ont inauguré en février 2024 une nouvelle ère du partenariat stratégique, notamment à travers la réalisation d'une route reliant Tindouf et Zouerate, ainsi que la création d'une zone de libre-échange et la dynamisation des échanges commerciaux entre les opérateurs algériens et mauritaniens.

Et la coopération devrait toucher prochainement le secteur des hydrocarbures, notamment à la suite des découvertes de champs gaziers en Mauritanie.

La visite, dimanche dernier, d'une délégation de la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH), conduite par son Directeur général, Ismail Abdelfettah, qui a été reçue par le Président directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, vise justement à renforcer la coopération dans ce cadre entre les deux parties.

Lors des discussions, « les opportunités d'investissement ont été abordées ainsi que l'exécution de projets stratégiques d'intérêt commun, englobant toutes les étapes de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures, de l'exploration et la production à la commercialisation », a relevé un communiqué du groupe Sonatrach. Ajoutant que le

Une coopération à défendre

programme de la visite de la délégation mauritanienne, qui s'étale sur quatre jours, devrait permettre à la délégation de visiter les installations de production et de formation relevant de Sonatrach, et de s'enquérir des expertises et des capacités industrielles et productives du Groupe, y compris les processus opérationnels avancés et les techniques modernes adoptées dans les activités.

La présence du groupe Sonatrach en Mauritanie est d'une importance capitale pour les deux pays, qui doivent veiller à protéger cette coopération des convoitises de certaines parties qui tentent de parasiter cette bonne entente. Déjà, ce rapprochement entre Alger et Nouakchott fait des jaloux.

On commence à voir le début d'une tentative de détournement de la Mauritanie vers d'autres voies quand le Maroc et les Emirats Arabes Unis, qui sont des alliés de longue date, font appel à la Mauritanie, en décembre 2024, pour lancer un projet visant le développement de la côte atlantique. Sans parler de l'intensification, ces derniers temps, des activités du département marocain des Affaires étrangères en Mauritanie, ainsi que la multiplication des réunions de l'ambassadeur marocain à Nouakchott avec les responsables mauritaniens. Si le Maroc et son allié émirati voient d'un mauvais œil le renforcement des relations entre l'Algérie et la Mauritanie, l'Algérie doit également se soucier des manœuvres menées par les deux pays en question, même si les relations régionales et internationales restent ouvertes à l'appréciation de la souveraineté de chaque pays.

me et immuable », a-t-il ajouté, dans une réponse indirecte, mais claire, à la proposition de Trump, tout en affirmant la disponibilité de la Jordanie de « travailler avec la nouvelle administration américaine » et « soutenir les efforts de paix dans la région ». L'Autorité palestinienne (AP) a annoncé, dimanche également, son rejet de « tout projet de déplacement des habitants de Ghaza ». Dans une déclaration rapportée par l'Agence officielle Wafa, la présidence palestinienne a exprimé « son ferme rejet et sa condamnation de tout projet visant à déplacer la population de la bande de Ghaza, ce qui constitue une violation des lignes rouges contre lesquelles nous avons mis en garde à plusieurs reprises ». « Le peuple

palestinien n'abandonnera pas sa terre et ses lieux saints », ajoute l'AP et affirme : « nous ne permettons pas que se répètent les catastrophes qui ont frappé notre peuple en 1948 et 1967, et notre peuple ne partira pas. » L'Egypte a également réagi, par la voie de son ministère des Affaires étrangères, réaffirmant son « soutien continu à la détermination du peuple palestinien sur sa terre, à ses droits légitimes sur sa terre et sa patrie, ainsi qu'aux principes du droit international et des traités internationaux », rapporte également Wafa.

Le MAE égyptien a exprimé son « rejet de toute atteinte à ces droits inaliénables, que ce soit par la colonisation ou l'annexion de territoires, ou par le déplacement ou l'en-

couragement au transfert ou au déracinement des Palestiniens de leurs terres, que ce soit temporairement ou à long terme », considérant que ces tentatives sont une « menace à la stabilité de la région » et « compromettent les chances de paix et de coexistence entre ses peuples ».

La même source ajoute que l'Egypte a appelé la communauté internationale à travailler pour commencer la mise en œuvre effective de la solution à deux États, y compris la création de l'État palestinien sur l'ensemble de son territoire national, et dans le contexte de l'unité de la bande de Ghaza et de la Cisjordanie y compris Al-Qods-Est, conformément aux résolutions de la légitimité internationale et aux lignes du 4 juin 1967 ».

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.compublicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Accord d'association avec l'UE Les mises au point du président Tebboune

La question récurrente qui fait des vagues à l'approche de cet important événement religieux, en l'occurrence l'accomplissement du cinquième pilier de l'Islam, a été tranchée, dimanche dernier, lors du dernier Conseil des ministres, où le président Tebboune a enjoint à ce que l'Etat prenne en charge les augmentations des frais du pèlerinage, en maintenant le même coût appliqué lors de la précédente saison, soit 84 millions de centimes billet d'avion inclus.



A. Z.

Dans un autre registre, non moins important, portant sur l'augmentation de la bourse universitaire, le président de la République a ordonné la création d'une commission, composée du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et du ministre des Finances, pour élaborer un rapport et le soumettre lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres. Dans ce sillage, le président a ordonné d'inclure la révision des systèmes de bourse et d'hébergement des étudiants universitaires dans le plan de réforme globale des œuvres universitaires.

Concernant l'état d'avancement de la réalisation de silos de stockage de céréales, qui revêt une importance stratégique pour le pays, le président s'est félicité de l'avancement des travaux de réalisation des silos, en prévision de la campagne de moisson. Leurs capacités atteindront, pour la première fois, environ 5 millions de tonnes. Ordonnant dans ce cadre au ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'accélérer le parachèvement des travaux des silos restants pour renforcer les capacités de stockage au titre de la stratégie de sécurité alimentaire et d'étendre la construction de silos de stockage à d'autres communes connues pour une production céréalière régulière et abondante.

Quant au projet de loi relatif aux assurances, le président de la République a instruit les responsables compétents d'enrichir le projet de loi en accord avec la souveraineté financière du pays, et d'encourager les opérateurs dans ce domaine à l'investissement et à la création de banques algériennes privées pour dynamiser davantage l'économie nationale.

Pour ce qui est de la loi relative à l'exercice du droit syndical, le président de la République a ordonné à ce que cette loi respecte le droit syndical et la formation

dans ce domaine, et doit inclure tous les critères de transparence dans l'exercice syndical et la véritable représentation syndicale.

Et, après avoir suivi l'exposé sur l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, le président de la République a rappelé que la révision de cet accord s'impose au regard de la réalité économique actuelle, sachant que depuis son entrée en vigueur, en 2005, les exportations de l'Algérie étaient basées principalement sur les hydrocarbures, alors qu'aujourd'hui, nos exportations hors hydrocarbures se sont diversifiées et étendues à d'autres domaines, notamment la production agricole, les minerais, le ciment et les produits alimentaires et autres. Non sans préciser que la révision de l'accord avec l'Union européenne ne résulte pas d'un conflit, mais vise à soutenir les bonnes relations entre l'Algérie et l'UE en tant que partenaire économique sur la base du principe gagnant-gagnant.

Dans ce contexte, il n'a pas manqué de rappeler également que l'Algérie n'a interdit l'importation dans aucun domaine, à l'exception de ce qui est fabriqué localement et dont le volume de production couvre les besoins du marché national. Ainsi, des instructions strictes ont été données au Gouvernement pour contrer toute tentative visant à ternir l'image de l'Algérie auprès des marques commerciales mondiales, en facilitant et en encourageant l'investissement, notamment par les jeunes, dans la commercialisation des marques mondiales qui connaissent un grand succès dans les grands centres commerciaux ou malls, et qui attirent énormément de jeunes Algériens, avec pour objectif de rationaliser et d'organiser l'importation par filière, en coupant court aux tentatives de spéculation récurrentes sur les produits importés comme les pièces de rechange, dont l'importation est toujours ouverte et n'a fait l'objet d'aucune décision l'interdisant.

Tebboune reçoit le ministre tunisien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti et la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.



Raïna Raïkoun

Mustapha Aggoun

En observant l'état physique et moral des prisonnières israéliennes libérées

par la résistance palestinienne, un phénomène fascinant s'impose à l'esprit : la complexité des relations humaines dans le contexte de l'oppression et de la résistance. Ce qui frappe avant tout, c'est que le syndrome de Stockholm, souvent perçu comme un état psychologique où l'otage développe une forme d'attachement à son geôlier, se révèle ici, sous un autre jour, dépouillé de son sens classique. Il ne s'agit plus simplement d'un processus émotionnel involontaire, mais plutôt d'un mécanisme où l'éthique, la foi et la dignité du résistant confrontent l'otage à une vérité plus grande : celle de la justice et de la lutte pour la liberté. Les prisonnières israéliennes, loin d'être traitées avec la brutalité que véhicule la propagande sioniste, découvrent au contact de leurs geôliers une humanité qui transcende les préjugés. Ces femmes, malgré leur rôle dans un conflit asymétrique, sont confrontées à des résistants qui incarnent des valeurs profondes de respect, de principes, et d'engagement moral. Cette confrontation bouleverse les récits propagés par l'opresseur. Elles se retrouvent face à un ennemi qui ne cherche pas à déshumaniser mais à rappeler que même dans la douleur de l'injustice, l'honneur reste une arme puissante. Cette dignité ébranle les fondations de la haine que les récits dominants cherchent à ancrer en elles.

À l'opposé, les prisonniers palestiniens libérés des geôles israéliennes émergent avec des cicatrices profondes, non seulement physiques mais aussi émotionnelles. Ces cicatrices ne les rendent pas faibles, bien au contraire : elles alimentent une haine légitime et une détermination inébranlable à poursuivre le combat contre leurs oppresseurs. Les humiliations, les tortures, les conditions de détention indignes qu'ils subissent ne sont pas des outils de soumission

Syndrome de Stockholm..!

mais des flammes qui ravivent sans cesse leur esprit de résistance. Là où l'opresseur cherche à briser, il forge en réalité

des combattants plus résolus, des âmes animées par un idéal de justice.

Cette opposition met en lumière une vérité poignante : le syndrome de Stockholm, lorsqu'il survient, n'est pas universel. Il est le fruit de conditions précises, là où l'otage perçoit une humanité inattendue chez son geôlier. Mais dans les prisons sionistes, il n'y a ni respect, ni éthique, ni trace d'humanité. Les murs sont imprégnés de haine, de domination, et d'une volonté féroce de réduire l'autre à l'état de simple objet de violence. Ainsi, pour les prisonniers palestiniens, il ne peut y avoir d'attachement, seulement une haine alimentée par la soif de justice et de liberté.

Ce contraste entre les deux réalités témoigne de la profondeur du combat palestinien. Les résistants ne se battent pas seulement contre une machine militaire et politique, mais aussi contre une idéologie de déshumanisation et de colonisation. Leur dignité, leur foi en leur cause, et leur humanisme ne sont pas des armes secondaires : elles sont la clé de leur victoire morale, celle qui ébranle les oppresseurs, même à travers leurs otages.

En définitive, ce phénomène dépasse les simples mécanismes psychologiques. Il s'inscrit dans une lutte existentielle où les valeurs d'humanité et de justice deviennent le moteur principal. Le syndrome de Stockholm, dans ce contexte, n'est pas seulement un état émotionnel ; il devient un miroir, révélant à l'otage la puissance d'une foi inébranlable face à une oppression cruelle. Et tandis que les prisonniers palestiniens sortent des geôles avec une détermination renouvelée, leur cause, elle, ne cesse de grandir, nourrie par cette dynamique humaine où la justice finit toujours par transcender la haine.

Ingérence du Parlement européen Le Parlement panafricain condamne

Le Parlement panafricain a condamné fermement l'ingérence du Parlement européen dans les affaires intérieures de l'Algérie, la qualifiant de "violation" des chartes internationales consacrant le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires.

Dans un communiqué, le Parlement panafricain a "condamné fermement la résolution du Parlement européen", la qualifiant d'"ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de l'Etat algérien souverain" et de "violation des chartes internationales consacrant le respect de la souveraineté des

Etats et la non-ingérence dans leurs affaires".

"L'Etat algérien, à l'instar des autres Etats africains, est un pays indépendant jouissant de sa pleine souveraineté et doté de ses propres institutions, lois et système judiciaire, qui doivent être respectés par tous, tout comme l'Algérie respecte la souveraineté et les lois des autres Etats, qu'ils soient en Europe ou ailleurs", souligne le communiqué.

A cet égard, le Parlement panafricain a exprimé "sa pleine solidarité avec le Gouvernement et le peuple algériens", appelant le Parlement européen à "s'abstenir

de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats africains" et à "respecter le fonctionnement de leurs institutions, particulièrement judiciaires".

Le Parlement panafricain a, par ailleurs, "profondément regretté que le Parlement européen s'empresse d'émettre des résolutions sans consulter son homologue africain, en contradiction avec l'accord conclu entre les deux institutions, en décembre 2022, prévoyant la nécessité de se concerter et d'échanger des informations avant d'émettre une résolution concernant un pays des deux continents".

Statut particulier et régime indemnitaire Les clarifications du ministère de l'Education

M. Aziza

En réponse à certaines questions et préoccupations soulevées suite à la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques, le ministère de l'Education nationale a apporté quelques précisions à travers un communiqué rendu public avant-hier. En essayant de rassurer certains corps appartenant à son secteur qui ont exprimé leur déception, par le fait qu'ils n'ont pas été concernés par les deux textes.

Le département de M. Saadaoui a tenu à apaiser les inquiétudes des travailleurs du secteur, notamment les fonctionnaires des services économiques, dont ceux de l'intendance chargés de la gestion financière et matérielle qui restent soumis aux anciens textes. Annonçant, dans ce contexte, que le gouvernement a décidé d'étudier leur statut avec d'autres secteurs de la fonction publique.

Les syndicats représentatifs seront invités à soumettre leurs propositions dans les plus brefs délais, outre le fait que les salariés des services économiques font partie intégrante des catégories incluses dans le statut particulier des salariés appartenant au corps éducatif. Le ministère a également annoncé que les modalités d'application, de l'octroi ou le droit de bénéficier d'une retraite anticipée 5 ans avant l'âge légal, seront définies

par un décret exécutif qui sera publié prochainement et entrera en vigueur cette année.

Evoquant l'article 59, alinéa 08, qui interdit aux fonctionnaires de l'éducation d'exercer une activité lucrative à titre privé, considérée comme une faute professionnelle de 4^e degré, le ministère a précisé «que cette interdiction est régie par l'article 43 de l'ordonnance 03/06 sur le statut général de la Fonction publique, qui exclut les activités de formation (enseignement) exercées comme activité secondaire, sous certaines conditions réglementaires».

Le ministère a exprimé, à travers ledit communiqué, son engagement à commencer à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le statut particulier (25-54) et le régime indemnitaire (25-55) publiés au Journal officiel. Et ce, pour permettre aux fonctionnaires de bénéficier rapidement des avantages et des acquis du nouveau statut, que ce soit pour l'intégration, la promotion ou les augmentations financières.

Et pour répondre aux préoccupations formulées par les partenaires sociaux et représentants des travailleurs, à travers des communiqués, des sit-in et des journées de protestations «limitées», le ministre de l'Education nationale a constitué une commission spéciale sous la supervision du chef de cabinet, selon le communiqué. Cette commission, précisent les

rédacteurs du communiqué, poursuivra les consultations avec les organisations syndicales lors de réunions régulières et recueille leurs propositions et observations sur le statut particulier, le régime indemnitaire ou toute autre question liée aux aspects socioprofessionnels des fonctionnaires, tout en établissant un calendrier pour le traitement de ces questions.

LA CONTRIBUTION DE LA FAMILLE ÉDUCATIVE DANS LA STABILITÉ DANS LE SECTEUR

Le ministère de l'Education a insisté, à travers son communiqué, sur l'importance du rôle de la communauté éducative pour la stabilité des établissements éducatifs. En adressant ses vifs remerciements à tous les membres de la communauté éducative, pour leur rôle positif. En citant particulièrement les directeurs d'éducation, les fonctionnaires des directions d'éducation, les enseignants, les directeurs, les censeurs, les superviseurs, les conseillers, les inspecteurs, les fonctionnaires des services économiques, les laborantins, les travailleurs professionnels, les organisations syndicales. Et notamment, les associations nationales et locales des parents d'élèves, ainsi que tous les organismes, les services et les personnes ayant contribué à accompagner nos enfants les élèves et à assurer la stabilité de nos établissements éducatifs».

Recensement Général de l'Agriculture La deuxième phase lancée

L'enquête post-censitaire du Recensement Général de l'Agriculture (RGA 2024) a été lancée dimanche, constituant une étape clé qui suit la collecte des données lors du Recensement réalisé entre le 19 mai au 27 juillet 2024, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Le ministère a précisé dans son communiqué que cette opération, à laquelle 300 enquêteurs (recenseurs) ont été mobilisés, se déroulera sur une période de 15 jours à partir du 26 janvier 2025. Environ 23000 exploitations agricoles seront enquêtées, réparties sur 100 zones d'intervention (100 communes) réparties sur 28 wilayas.

Les wilayas concernées sont Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Biskra, Béchar, Tamanghasset, Tlemcen, Tiaret, Djelfa, Sétif, Skikda, Guelma, Médéa, Mostaganem, Mascara, Ouargla, El Bayadh, Boumerdès, El Tarf, El Oued, Mila, Ain Defla, Timimoun, Ouled Djellal, El M'ghair et El Menia.

Cette opération vise à vérifier la qualité et la fiabilité des données recueillies lors du troisième recensement général de l'agriculture, afin de corriger d'éventuelles erreurs et d'évaluer la couverture du recen-



sement, c'est-à-dire identifier les exploitations agricoles qui auraient pu être omises.

L'enquête post-censitaire sera réalisée «sur un échantillon représentatif des exploitations agricoles recensées et ou non recensées. Elle implique une nouvelle visite sur le terrain, où des enquêteurs (recenseurs) enquêtent auprès des exploitants pour confirmer ou corriger les données précédemment collec-

tées», ajoute la même source. Les informations vérifiées peuvent concerner la superficie des terres, les types de cultures, le cheptel, l'équipement agricole, ainsi que les pratiques culturelles.

Les résultats de cette enquête «sont essentiels pour améliorer la précision des statistiques agricoles et pour ajuster les résultats du RGA, pour mieux orienter les politiques agricoles».

Des vents forts sur plusieurs wilayas

Des vents forts, pouvant atteindre ou dépasser 90 km/h, souffleront sur plusieurs wilayas du pays, à partir d'aujourd'hui mardi, indique lundi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de météorologie.

Placé en vigilance «Orange», ce BMS concerne dans un premier temps les wilayas de Ain Témou-

chent, Oran, Mostaganem, Chlef et Tipaza où des vents Ouest souffleront mardi de 06h00 à 21h00, avec une vitesse de 60 à 70 km/h, pouvant atteindre ou dépasser 90 km/h en rafales.

Il en est de même pour les wilayas de Tlemcen, Sidi bel Abbes, Mascara, Saida, Relizane, Ain Defla, Tissemsilt, Alger, Blida, Médéa,

Bouira, Naama, El Bayadh, Tiaret, Laghouat, Djelfa et M'sila où les vents souffleront d'Ouest à Nord-Ouest avec une vitesse de 60/70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales.

Ces vents engendreront aussi de fréquents soulèvements de sable sur les hauts Plateaux, et ce mardi de 12h00 à 21h00, ajoute le bulletin.

Médicaments anticancéreux Une nouvelle unité de production inaugurée

M. Aziza

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, et le ministre délégué chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji, ont mis l'accent lors d'une visite ayant englobé plusieurs sites de production pharmaceutique à Alger et dans la wilaya de Tipaza, sur la nécessité de surmonter toutes les difficultés rencontrées pour booster davantage la production locale des médicaments.

M. Ghrieb a insisté sur la nécessité d'organiser des réunions périodiques avec les opérateurs du secteur pour les accompagner dans leur parcours et atteindre les objectifs assignés. Les deux ministres, accompagnés par le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, ont pour l'occasion inauguré la nouvelle unité de production de médicaments anticancéreux dans la zone industrielle de Rahmania, à Alger, appartenant au groupe El Kendi.

Dotée des technologies les plus avancées, avec une capacité de production de 5 millions d'unités par an, cette nouvelle unité permettra de réduire la dépendance aux importations et rendre les médicaments anticancéreux plus accessibles aux patients. Sachant que l'entreprise en question ambitionne également de

lancer 25 nouveaux produits dans les trois prochaines années. Lors de sa visite d'inspection dans les différentes unités de production de l'usine, le ministre a souligné l'importance d'identifier les besoins du marché national tout en élaborant des plans précis pour assurer la disponibilité permanente des produits vitaux et en travaillant sur la nécessité de respecter les délais de livraison. Il a également insisté sur la conformité des produits aux normes internationales, soulignant l'importance de fabriquer des produits conformes aux normes internationales pour garantir la qualité et la sécurité.

De même, les unités de production doivent être équipées des dernières technologies et suivre des procédures de stérilisation strictes. Le ministre a suggéré d'adopter une politique d'achat unifiée des fournitures pharmaceutiques au niveau national, dans le but de rationaliser les dépenses et d'assurer la transparence et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. M. Ghrieb a également appelé à l'organisation des acteurs du secteur de la production pharmaceutique en groupes professionnels (cluster) pour justement, renforcer la coopération et l'intégration entre les différentes entreprises et institutions actives dans le domaine pharmaceutique.

Hydrocarbures L'Algérie et la Mauritanie veulent mieux faire

Le président directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, dimanche à Alger, une délégation de la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) conduite par son Directeur général, Ismail Abdelvettah, qui effectue une visite de travail visant à renforcer la coopération entre les deux parties, selon un communiqué du Groupe.

«Dans une démarche traduisant la profondeur des relations bilatérales entre l'Algérie et la Mauritanie dans le secteur de l'énergie, le Pdg du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, a reçu, dimanche au siège de la Direction générale, une délégation de haut niveau de la Société mauritanienne des hydrocarbures, conduite par le Directeur général Ismail Abdelvettah, qui effectue une visite de travail visant à renforcer la coopération entre les deux parties».

Cette visite permettra d'explorer les opportunités de partenariat entre les deux parties, précise la même source. Lors des discussions, «les opportunités d'investissement ont été abordées ainsi que l'exécution de projets stratégiques d'intérêt commun, englobant toutes les étapes de la chaîne de valeur dans le secteur des hy-

drocarbures, de l'exploration et la production à la commercialisation», souligne le communiqué.

Les deux parties ont également mis en avant «l'importance de renforcer les efforts conjoints pour explorer et développer les ressources pétrolières, à l'effet d'assurer une exploitation optimale des potentialités naturelles disponibles en Mauritanie», selon le communiqué du groupe qui précise que ces efforts «s'inscrivent dans une vision stratégique à même d'approfondir la coopération dans les domaines de l'exploration, des transports et de la transformation au bénéfice des intérêts communs des deux parties».

Par ailleurs, le Groupe a indiqué que le programme de la visite de la délégation mauritanienne s'étalait sur quatre jours, au cours desquels la délégation visitera les installations de production et de formation relevant de Sonatrach.

Ces visites permettront à la délégation de s'enquérir des expertises et des capacités industrielles et productives du Groupe, y compris les processus opérationnels avancés et les techniques modernes adoptées dans les activités, selon le communiqué.

Boumerdès Deux morts et deux blessés dans un carambolage

Deux (2) personnes sont décédées et deux (2) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu lundi matin sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant la commune de Larbaâatche, à l'Ouest de Boumerdès, a-t-on appris de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit aux environs de 9h, suite à un carambolage impliquant deux véhicules utilitaires et un semi-remorque au lieu dit "Ouled Ouali" de la commune de

Larbaâatche, sur le couloir de l'autoroute Est-Ouest en direction d'Alger, a indiqué à l'APS le chargé de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia.

L'intervention des services de la Protection civile a permis l'évacuation des deux blessés vers l'hôpital de Rouiba (Alger), au moment où les dépouilles des deux victimes ont été transférées vers la morgue du même hôpital, selon la même source.

Les collectivités locales algériennes, entre textes et réalité

Par Boudina Rachid

4ème partie

Il est étrange aussi que la loi communale n'évoque pas l'hypothèse de la survenue de dégâts ou de préjudices commis à force ouverte ou par violence qui se produisent lors d'émeutes ou d'attroupements. S'agissant de la responsabilité pénale du président d'APC, ou des élus, si même elle est évoquée aux articles 43 et 44 de la loi communale, nécessite de mentionner que la responsabilité pénale du président d'APC peut être possiblement engagée pour action ou inaction, soit pour négligence ou mise en danger d'autrui ou pour toute infraction de droit commun. En revanche elle doit être obligatoirement engagée lorsqu'il s'agit d'infractions ayant une relation avec son mandat (faux, usage de faux, favoritisme, corruption, népotisme, etc.). Les élus doivent être poursuivis et jugés dans les mêmes conditions qu'un simple citoyen.

Leur responsabilité pénale doit être recherchée même si les infractions qu'ils commettent ne sont pas intentionnelles. Il suffit d'établir, soit qu'ils ont concouru à créer la situation à l'origine d'une transgression de la loi pénale, soit par parce qu'ils n'ont pas pris les mesures qui auraient permis de prévenir le préjudice.

LA WILAYA OU LA DÉCENTRALISATION AJOURNÉE

Au contraire de la commune, qui, historiquement, a toujours été perçue comme une réalité sociologique vivante, la wilaya, n'avait et n'a jusqu'à présent, qu'un lien distendu avec sa population, pour ne pas dire une relation artificielle, et cela est démontré à mesure qu'on s'éloigne de son chef-lieu. Aussi, peut-on dire, qu'en l'état, il est aléatoire, voire fictif, de parler au citoyen lambda de la décentralisation. Pour lui, la wilaya est là, elle existe et il serait bien étonné si on disait qu'il y'a en deux versions de la wilaya : une version qu'il connaît avec le wali à sa tête, qu'il voit à la télévision, qu'il voit courir sur les chantiers et une wilaya souterraine, qu'il ignore qui est l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Sans faire dans la caricature, c'est cela la réalité du terrain. Depuis même la création de cette institution à la faveur de l'ordonnance 69-38 du 23 mai 1969, elle fait face à l'imperium du wali, qui en plus d'être le représentant unique du gouvernement et de chacun de ses ministres, il trône sans partage le pouvoir exécutif local.

De plus, le principe qui veut que déconcentration et décentralisation collaborent ensemble dans l'intérêt de la wilaya est une simple vue de l'esprit. Dans la pratique, la déconcentration règne en maîtresse des lieux.

REQUALIFIER L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE WILAYA AU REGARD DE LA CONSTITUTION EN VIGUEUR

Il n'est ni imaginable, ni faisable que s'il y a réforme de l'Assemblée populaire de wilaya,

celle-ci pourra du jour au lendemain supplanter le système de la déconcentration.

La démarche prendra du temps et elle doit se faire, ce qui n'est pas contradictoire, avec le renforcement et la modernisation de la déconcentration. Le défi n'est pas simple, d'autant que l'idée même d'un pouvoir local partagé aura du mal à être admise, aussi bien par la population, qui ne peut même pas se la représenter, que par une large partie des responsables d'autorité qui, par instinct, n'apprécient pas trop le changement, surtout le changement qui bouleverse l'équilibre des forces en présence.

Faut-il cependant, s'en tenir à la situation en cours ou doit-on agir pour dépasser cette appréhension qui fait craindre à certains que l'Assemblée de wilaya ne soit pas encore, ou qu'elle ne sera jamais en état d'assumer les pouvoirs qui lui donneront une autonomie réelle, qui ne sera pas l'irréalité de la loi wilaya actuelle qui la maintient en gestation prolongée ?

Faut-il un électrochoc pour que l'APW puisse assurer pleinement son statut ? Il est vrai qu'il ne faut pas se mentir, l'œuvre sera difficile et pleine d'embûches. Certaines conditions impliquent qu'elles soient réunies au départ.

Ce n'est pas irréalisable, ce qu'il faut c'est d'accepter le principe même de la décentralisation avec toutes les conséquences qu'elle implique. Il s'agira de mettre en place toute une ingénierie et de réunir un ensemble de conditions préalables pour amorcer un processus qui ne laissera pas de place à l'approximation. En voici quelques-unes de ces conditions, qu'il faut absolument satisfaire :

1) doter l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de services administratifs et techniques propres, tenant compte des compétences et des obligations qui seront mises à sa charge. L'organigramme formalisant ses services devra prendre en considération le détail des compétences allouées à la wilaya à l'instar de celles qui ont été citées, de manière non exhaustive, dans les paragraphes évoqués précédemment. Cette alternative fera assurément que certains services déconcentrés, dont certains

font partie des services du wali lui-même, devront migrer, avec armes et bagages, vers la wilaya, organisme décentralisé ;

2) faire dévolution du statut de chef de l'exécutif de l'Assemblée de wilaya à son président, qui devient par suite l'ordonnateur primaire sur le budget de la wilaya;

3) globaliser le budget de la wilaya, pour faire droit au principe de l'unité et de l'universalité du budget. Toute recette ou toute dépense, qu'elle concerne le fonctionnement, l'équipement ou en capital, doit transiter par le canal du budget de la wilaya. Le budget de la wilaya devra compter sur des ressources émanant des taxes et impôts locaux, des subventions et transferts de l'Etat et autres dotations spécifiques. Concernant spécifiquement l'impôt, il importera d'élargir l'assiette fiscale et d'augmenter la part des impôts et taxes qui reviennent à la wilaya, compte tenu des nouvelles compétences qui seront lui seront reconnues.

L'excédent dégagé ou l'épargne brut, mieux connu sous la formule d'autofinancement, pourra servir à abonder le financement des équipements et des investissements à la charge de l'Etat.

De tout cela, il faut comprendre qu'il faudra carrément opérer une réforme de la fiscalité locale, dont on se gargarise chaque année sans qu'on perçoive sa réalité, si ce n'est de la fiscalité en général. Celle-ci, contribuera à une plus juste répartition de l'impôt entre l'Etat, la wilaya, la commune et les autres organismes qui reçoivent la part de l'impôt qui leur revient au titre d'une législation spécifique.

Plus difficile à imaginer, mais qui devra se concrétiser tôt ou tard, c'est d'habiliter les collectivités locales à voter les impôts locaux, d'en fixer leurs taux et d'en établir l'assiette et, au final de percevoir directement l'impôt.

4) procéder à un partage des financements définitifs destinés aux équipements et aux investissements publics qui sont pour le moment inscrits à l'indicatif du wali, en tant qu'ordonnateur secondaire, représentant chaque ministre au titre des programmes sectoriels décentralisés (PSD), ou d'autres financements spécifiques de l'Etat.

Ce partage devra faire bénéficier la wilaya, organe décentralisé, de la part de financement qui représentera la contrepartie des compétences qui lui seront gratifiées à due proportion des compétences qui lui seront transférées et qui engageront sa responsabilité (construction et rénovation des CEM, création et entretien des structures d'accueil des personnes âgées, handicapées ou en difficulté, construction de structures culturelles et des établissements de la jeunesse et des sports et autres secteurs que la loi déterminera).

De son côté, la wilaya, organe déconcentré, continuera de prendre en charge les secteurs qui impliquent les grosses dépenses budgétaires (routes, ponts, ports, aéroports, énergie et autres du même genre). En tout état de cause, il appartiendra à la loi de déterminer les compétences de la wilaya, organe déconcentré et de la wilaya, organe décentralisé, à moins que l'Etat décide de s'engager dans un processus de subsidiarité qui attribue une responsabilité ou une compétence devant s'exercer au niveau le plus proche des citoyens, à condition que ce niveau soit capable de s'en acquitter de manière diligente et efficace. Plus facile qu'à faire. Au plan financier, il importera d'adapter le cadre budgétaire devant être appliqué à la wilaya pour intégrer tout le dispositif issu du décret 96-227 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat, qui sera nécessairement modifié ainsi qu'aux financements provenant de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et autres dotations de l'Etat, condition préalable pour pouvoir les inscrire et les exécuter conformément aux règles budgétaires et comptables en vigueur.

Par ailleurs et pour être en phase avec le discours intarissable du moment qui appelle à diversifier les ressources des collectivités locales, ça sera peut-être la bonne occasion pour permettre aux communes et aux wilayas, même à titre exceptionnel et sous strict encadrement réglementaire, de contracter des emprunts bancaires.

Il faut savoir cependant que le contrat d'emprunt est essentiellement un contrat de droit privé, et

qu'en conséquence il ne relève pas du contrôle de légalité du wali. Toutefois celui-ci peut lors du contrôle d'une délibération de l'Assemblée autorisant le recours à l'emprunt, demander utilement la transmission du projet de contrat de prêt.

Ceci dit, les emprunts serviront essentiellement à financer et à réhabiliter la consistance et ou la valeur du patrimoine communal, comme : l'achat de matériels durables, la construction ou l'aménagement de bâtiments et d'autres infrastructures. L'autre source de financement serait d'autoriser les collectivités locales d'acquiescer des titres de participation et autres titres immobiliers auprès des entreprises publiques. Ce n'est pas de la science-fiction, nombre de pays africains ont réalisé avec succès cette technique.

5) accorder un statut aux corps spécifiques de la wilaya, organe décentralisé, et reconnaître le pouvoir de nomination et de gestion à son président.

Une fois toutes ces exigences réunies, l'Assemblée de wilaya pourra se dissocier de la wilaya, organe déconcentré. Pour cela, il faudra une loi décomplexée et assumée qui évitera surtout d'user ou d'abuser d'expédients interprétables à la demande. Cette loi, devra constituer l'acte premier d'une décentralisation réelle et palpable. L'Assemblée de wilaya n'aura pas vocation à concurrencer la wilaya organe, déconcentré, au contraire, les deux institutions devront s'intégrer au sein de l'Etat unitaire qui exerce la souveraineté sur l'ensemble du territoire et qui œuvre au respect des lois de la république.

Certes, il y a bien eu ce décret 11-334 du 20 septembre 2011, portant statut particulier des fonctionnaires de l'administration des collectivités locales, toutefois, dans la réalité des faits, ce statut correspond exclusivement aux fonctionnaires communaux. Concernant le personnel de la wilaya, il ne représente qu'un avant-projet de statut qui anticiperait une situation à venir, qui ne pourra prendre racine que le jour où l'Assemblée de wilaya disposera de ses propres fonctionnaires et, par-dessus tout, que son président sera effectivement investi du pouvoir de nomination et de gestion.

A suivre



El Tarf

Voie ferrée : le ministre appelle à accélérer la cadence des travaux

A. Ouelaa

Le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base, Rekroukh Lakhdar, accompagné de Karima Tafa, Secrétaire d'Etat, auprès du ministre de l'énergie, changée des mines, était en visite lundi dans la wilaya d'El Tarf. Dans la commune de Chihani, il s'est enquis des travaux de réalisation en cours de la nouvelle voie ferroviaire, sur une distance de 54 km entre Bouchegouf dans la wilaya de Guelma et la wilaya de Annaba en passant par les communes de Chihani, Drean et Chebaita

Mokhtar dans la Wilaya d'El Tarf. Tout en se félicitant de la cadence des travaux qui ont dépassé les 50%, le ministre a insisté auprès des responsables des différentes entreprises en charge de la réalisation de cette voie ferrée d'accélérer la cadence des travaux et de livrer ce projet dans les délais impartis, normalement à la fin de l'année en cours. Le ministre a eu droit à un exposé détaillé sur ce projet stratégique. Le tronçon de 54 km dont il est question servant au transport des marchandises et des voyageurs compte trois ponts, trente autres ouvrages d'art, soixante six ouvra-

ges hydrauliques, trois tunnels d'un total de 1394 mètres, trois passages sous terrain totalisant 753 mètres et neuf gares. Sept entreprises nationales et plusieurs bureaux d'études sont engagés dans ce projet. Le ministre s'est rendu ensuite dans la localité de Raggouche, non loin des limites territoriales de la wilaya de Guelma où il a assisté à la dernière étape des travaux du tunnel qui ont consisté en la perforation de la roche, permettant l'ouverture de ce tunnel, sous les applaudissements de l'assistance, symbolisant un fort moment d'émotion.

El-Meniaa

Plaidoyer pour l'extension de l'irrigation sous pivot

L'intérêt d'étendre les terres irriguées sous pivot en vue de développer l'agriculture saharienne a été souligné par les participants à une rencontre, dimanche à El-Meniaa, sur «l'évaluation des contrats de performance de la période 2024/2027». Intervenant à cette occasion, la directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Souad Aassaous, a indiqué qu'il «appartenait aux promoteurs agricoles, bénéficiant du foncier par le biais de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres Sahariennes (ODAS), de consentir les efforts nécessaires afin de promouvoir l'agriculture saharienne, à travers l'extension des superficies irriguées sous pivots, conformément aux conditions fixées par l'Office pour l'octroi de terres à l'investissement, en vue d'atteindre l'autosuffisance ali-

mentaire et réduire la facture d'importation». «Les pouvoirs publics ont arrêté, sur orientations du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, un programme spécifique concernant l'électrification et l'ouverture de pistes agricoles, pour lequel un important financement est consacré», a-t-elle souligné. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation de l'efficience des contrats de performance des investisseurs agricoles ayant bénéficié de terres dans le cadre du portefeuille foncier de l'ODAS, ainsi qu'à l'écoute des préoccupations exposées par les investisseurs agricoles, en rapport notamment avec l'électrification agricole, l'ouverture de pistes et la couverture en téléphonie mobile, a fait savoir la responsable. La directrice générale de l'ODAS, Sabiha Boussedra, a signalé, de son côté, que les services de l'Office s'attèlent à lever l'ensemble des con-

traintes pouvant être rencontrées par les investisseurs ayant bénéficié du foncier agricole via la plateforme numérique de l'ODAS, et ce en élaborant une fiche technique de l'ensemble des exploitations ayant besoin d'électrification et de pistes agricoles. Pour leur part, les promoteurs agricoles ont salué la tenue de ce type de rencontres qui leur donnent l'opportunité de soulever leurs préoccupations, liées en grande partie à l'électrification et les pistes, avant de recevoir des clarifications sur les programmes inscrits en termes de besoins, dont la mise en place d'infrastructures de base pour les exploitations agricoles dans le Sud. La rencontre, initiée en coordination avec l'ODAS et tenue en présence des autorités locales, a rassemblé des investisseurs agricoles issus des wilayas d'El-Meniaa, Ouargla, Laghouat, Ghar-daïa et Touggourt.

Sétif

Saisie d'armes à feu, deux arrestations

Les éléments de la Brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de wilaya de Sétif ont saisi, en fin de semaine dernière, des armes à feu de catégories 4 et 5, détenues sans permis de port d'arme, et arrêté deux individus. Le responsable de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, le commissaire de police Mohamed Farahta, a indiqué que l'exploitation d'informations signalant la présence de deux personnes résidant dans la commune de Bir Haddada, se livrant au «trafic d'armes à feu traditionnelles», a permis

l'arrestation d'un premier suspect âgé de 35 ans. La même source a ajouté qu'en coordination avec le procureur de la République près le tribunal d'Ain Azel, un mandat de perquisition a été délivré, permettant la découverte et la saisie, au domicile de ce suspect, d'une arme de poing de catégorie classe IV. La poursuite des investigations a abouti à l'interpellation d'un complice âgé de 63 ans dont la perquisition du domicile a donné lieu à la découverte et à la saisie de 2 autres armes de poing de classe 4 et d'un

fusil de chasse (catégorie 5), dépourvu de marque ou de numéro de série, en plus de 250 g de poudre, 48 cartouches de calibre 16 mm, des outils pour le chargement des douilles et une arme blanche prohibée (sabre). Les deux suspects ont été déférés, après finalisation des procédures d'usage, devant le procureur de la République près le tribunal d'Ain Azel pour le délit de «détention sans permis d'armes à feu de classe 4 et 5 à des fins de trafic, de munitions et d'armes blanches prohibées», a conclu la même source.

Tébessa

Un réseau de vol de véhicules démantelé

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Bekkaria ont démantelé un réseau criminel composé de six individus qui volaient des véhicules en vue de les revendre en pièces détachées, selon un communiqué des mêmes services. L'affaire a été déclenchée suite à une enquête diligentée par la même

brigade concernant le vol d'un véhicule, laquelle a permis d'identifier les auteurs du crime et de localiser la voiture, suite à quoi un plan bien ficelé a été mis en place, précise le communiqué. Ainsi, une patrouille relevant de la brigade a effectué une descente au niveau de l'atelier situé dans une ferme isolée, où elle a découvert un châssis de véhicule de

marque Peugeot 505, deux moteurs, des pièces détachées et d'autres parties de véhicules outre des outils utilisés dans le démontage des véhicules volés», ajoute la même source. L'opération s'est soldée par «l'arrestation de six individus, qui ont été transférés au siège de la brigade pour poursuivre l'enquête», souligne la même source. «Après parachèvement des procédures légales, les suspects seront présentés devant les juridictions compétentes», conclut le communiqué de la Gendarmerie nationale.

Boumerdès

Des renforts pour la protection civile

Les capacités de recherche et d'intervention de l'unité principale de la protection civile de la wilaya de Boumerdès ont été renforcées par la création d'une équipe cynotechnique. Il s'agit de la première équipe du genre dans la wilaya, destinée à renforcer les capacités de recherche, d'intervention, de protection et de sauvetage de la protection civile à l'échelle locale, a déclaré le directeur de la protection civile de la wilaya, le colonel Nacer Bouchrifi, en marge d'une session nationale de formation organisée au profit des éléments des équipes cynotechniques des directions de la protection civile de plusieurs wilayas du pays. «Le travail des équipes cynotechniques, formées d'agents de la protection civile et de chiens dressés, est au cœur des missions de la protection civile», a indiqué, pour sa part, le chargé de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia. Ont participé à cette session de formation, abritée par l'unité de la protection civile de Ti-

djelabine, 25 éléments de la protection civile de différents grades relevant des wilayas de Médéa, Djelfa, Mostaganem, Chlef, Oum El Bouaghi, Batna et Boumerdès, outre des éléments de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beida (Alger). Au programme de la formation, des exercices de terrain en matière de recherche, de sauvetage des blessés, de fouilles et d'extraction des victimes ensevelies sous les décombres, selon les organisateurs. La formation permettra aussi d'inculquer aux bénéficiaires les dernières techniques en vigueur en matière de dressage des chiens. L'objectif principal visé par cette démarche est de renforcer les capacités d'intervention des équipes de secours, tout en améliorant la réponse aux catastrophes et en élargissant la création d'équipes spécialisées au niveau national, conformément à la stratégie nationale de la protection civile, selon la même source.

Tizi-Ouzou

La dégustation de l'huile d'olive fait sa formation

Une formation en dégustation de l'huile d'olive a été lancée dimanche à l'Institut technologique spécialisé de formation agricole (ITSFA) de Tizi-Ouzou, en vue d'initier aux bases de l'oléologie dans le but de promouvoir et d'inciter à la production d'une huile d'olive de qualité. Une salle de dégustation de l'huile d'olive a été inaugurée à l'ITSFA visant la formation, à travers des cours théoriques et des séances de dégustation pratiques, des professionnels de la filière oléicole, aux bases essentielles d'analyse sensorielle appliquées aux huiles d'olive, selon la réglementation en vigueur et la norme commerciale du Conseil Oléicole International (COI), a indiqué le sous-directeur de la formation agricole au ministère de l'Agriculture du développement rural et de la pêche, M. Hamid Ould Youcef. La formation est destinée aux oléiculteurs, oléifacteurs, exportateurs, ainsi qu'aux personnes ayant vocation à faire partie d'un jury de dégustation d'huiles d'olive et aussi aux consommateurs qui souhaitent découvrir les bases de la dégustation, a-t-il précisé. Ce nouvel acquis pour l'ITSFA de Tizi-Ouzou, spécialisé en agriculture de montagne, contribuera à la «formation des professionnels en dégustation d'huiles d'olive qui seront des futurs membres de jury de dégustation, mais aussi à inculquer aux consommateurs le b.a.-ba de la

dégustation d'huile d'olive et à promouvoir la consommation d'une l'huile de qualité», a ajouté le responsable. M. Ould Youcef a souligné que l'Algérie, «pays traditionnellement agricole, bénéficie d'un climat méditerranéen propice à la production d'une huile de grande qualité et fait partie des dix plus grands producteurs d'huile d'olive». Il a rappelé, à ce propos, que durant ces dernières années plusieurs marques d'huile d'olive algériennes ont été distinguées à l'étranger, dans des concours internationaux, «ce qui dénote le vif intérêt que portent les professionnels de la filière à la production d'une huile d'olive de haute qualité, dans le but de conquérir le marché international», a-t-il dit. Il a insisté sur l'impératif de doubler d'efforts pour, notamment, améliorer les performances de la filière en termes de productivité en multipliant les activités de formation pratique, d'appui-conseil et de diffusion des bonnes pratiques agricoles. Il s'agit aussi de promouvoir l'intégration de l'ensemble des acteurs au sein de la chaîne de valeur et de développer l'esprit de compétitivité des acteurs industriels et commerciaux, «ce qui va encourager l'adoption et le respect des standards et normes en matière de qualité des produits, du packaging, entre autres, exigés par le marché national et international», a-t-il indiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 rajab 1446				
El Fedjr 06h24	Dohr 13h01	Assar 15h49	Maghreb 18h13	Icha 19h34



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

28 rajab 1446				
El Fedjr 06h10	Dohr 12h47	Assar 15h36	Maghreb 18h00	Icha 19h21



Pour nettoyer les fonds marins des ports d'Oran et d'Arzew De grandes opérations de dragage en perspective

La direction des travaux publics va lancer une étude globale et approfondie portant sur des opérations de dragage ciblant les ports d'Oran et d'Arzew.

Houari Saaïdia

Selon les premières estimations, il est question de l'extraction de plusieurs dizaines de millions de mètres cubes de matériaux situés sur les fonds des plans d'eau de ces deux grandes infrastructures portuaires.

En attendant l'aval du ministère de tutelle pour l'inscription de cette étude, nos sources précisent d'ores et déjà qu'il s'agira de réaliser des travaux de génie portuaire (creusement de bassins ou de chenaux), d'entretenir les chenaux maritimes empruntés par les navires et qui sont comblés par les sédiments, d'effectuer des opérations de remblaiement et d'extraire des granulats marins pour répondre aux besoins du secteur de la réparation-construction. Il est ainsi prévu que les travaux de dragage seront réalisés par des navires et engins spécialisés dont les caractéristiques dépendent de la nature des travaux et de l'environnement dans lequel ils doivent être effectués : dragues hydrauliques ou dragues mécaniques, navires capables de manœuvrer ou simples pontons.

Les matériaux extraits seront stockés à bord pour être transportés plus loin, placés dans des barges attenantes ou évacués par des canalisations.

Les sédiments, lorsqu'ils sont extraits de zones concentrant des activités industrielles ou portuaires, comme c'est le cas pour cette opération visant le port mixte d'Oran (commercial, transport de voyageurs et pêche) et le port d'Arzew (dédié essentiellement à l'export d'hydrocarbures), peuvent être fortement pollués notamment par les métaux lourds. Pour ces raisons, ainsi que pour contrôler l'incidence du dragage sur l'environnement au sens large, l'activité de dragage est généralement contrôlée et implique de ce fait les services de l'environnement, précise-t-on.

Il y a lieu de rappeler que le port d'Arzew a connu, il y a deux ans, quoique de manière partielle et limitée, des travaux de dragage dans le cadre de son projet d'extension. Une opération qui a été marquée par la mise à l'eau d'une drague aspiratrice à désagrégateur autonavigable de fabrication chinoise et qui compte parmi les plus grosses et les plus avancées au monde.

Pôle Ahmed Zabana, cité AADL de Aïn El Beïda et Boufatis Trois nouvelles ambulances médicalisées pour les établissements de santé

K. Assia

Pour venir en aide aux populations des zones limitrophes et surtout les familles reléguées dans les pôles urbains, trois véhicules SAMU médicalisés et dotés des derniers équipements ont été distribués dans la matinée de dimanche au profit de trois établissements publics de santé de proximité (EPSP), une initiative louable qui vise à améliorer et à faciliter la prise en charge des malades et à rapprocher davantage les centres de santé du citoyen.

Ainsi c'est en présence du directeur de la santé, des responsables des trois établissements de santé de proximité que s'est déroulée cette cé-

TOUTES VOILES DEHORS POUR LE CONFORTEMENT DU QUAI DE DUNKERQUE

Par lots successifs, la mise à niveau de l'infrastructure du port d'Oran se poursuit pour mettre à jour ses différents compartiments en y apportant des améliorations en termes de capacité, de performance et du perfectionnement. Dernier acte en date : l'installation de l'entreprise chargée du projet de confortement et de rénovation du quai Dunkerque, l'un des 13 quais que compte ce port. Après le confortement de la jetée, l'extension du terminal à conteneurs, la réhabilitation et le rempiètement des quais de Sénégal et de Conakry, notamment, c'est au tour du quai de Dunkerque de « se refaire une santé ». Le chantier n'est guère une tâche aisée : il est question de consolider et de conforter une levée de pierres et autres ouvrages de maçonnerie, en état d'usure assez avancé, constitué d'un mur de soutènement et longée d'une plateforme, sur une distance de 220 mètres, en plus d'un segment en quai vers la mer long de 3,5 mètres, avec une profondeur de 9 mètres.

Le tout en une durée maximale de 24 mois, délai contractuel. Mais Meditram, l'entreprise retenue pour l'exécution de l'opération, sait à quoi elle a affaire. Pour avoir eu à accomplir tant d'actions de ce genre à travers le territoire littoral national. Parmi lesquelles justement les projets similaires des deux quais « voisins » Sénégal et Conakry.

MEDITRAM A L'ŒUVRE

Issue de la société-mère Sonatram (Société nationale des travaux maritimes, créée en 1970), l'Entreprise publique économique méditerranéenne des travaux maritimes (EPE Meditram) a en effet largement l'expertise, l'expérience et les moyens humains et matériels lui permettant d'honorer son nouveau contrat Quai Dunkerque, selon tous ses termes. Il faut savoir qu'avec la création de la filiale EPE Aldiph (Algérienne de dragage des infrastructures portuaires et hydrauliques) en 1998, la société-Meditram est depuis lors composée de quatre filiales: EPE Meditram basée à Réghaïa (Alger), EPE Sotramo basée à Oran, EPE Sotramest basée à Annaba et, enfin, EPE Aldiph basée à

Alger. Avec un plan de charges bien fourni, Meditram est actuellement présente à travers ses filiales sur plusieurs chantiers de travaux maritimes. L'installation de son chantier au niveau du quai Dunkerque étant en cours, l'entrée dans le vif du sujet, avec le démarrage effectif des travaux, n'est question de jours, selon une source de la DTP, maître d'ouvrage. Pour un coût financier à hauteur de 900 millions de DA, ce projet a nécessité un montage entre les travaux publics, qui intervient pour ce qui est des gros œuvres, et l'Entreprise du port d'Oran (EPO), pour ce qui est des équipements.

MONTAGE FINANCIER DE 90 MILLIARDS ENTRE LA DTP ET L'EPO

Au terme des travaux et des équipements qui y auront lieu, le quai Dunkerque sera dans la possibilité d'accueillir un bateau de grand volume ou deux bateaux de moyen volume. Ce projet est pratiquement identique à celui lancé récemment et qui a porté sur la rénovation du quai de Conakry. Ce dernier a été réceptionné après l'achèvement des travaux de sa réfection. Le quai Conakry a été réceptionné après la fin des travaux de réfection et opérationnel dès l'été 2018. Il en est de même pour le quai du Sénégal ayant connu des travaux de réfection. Ce quai est destiné à l'accueil des navires de transport de voyageurs. S'étendant sur 250 mètres de long et disposant d'une profondeur de 10 m, le quai secondaire Casablanca peut accueillir deux navires en même temps. La partie Est du port d'Oran a également connu des travaux de réhabilitation du quai commercial les Genêts, ces derniers s'étendent sur une longueur de 198 mètres et portent sur l'extension et le dragage sur une profondeur de 12 mètres. Le coût de ce projet se situait autour de 200 millions DA puisés du budget de l'EPO. Ledit quai permet d'accueillir des navires de capacités de tonnage moyen et d'exporter le clinker (ciment). Le quai commercial les Genêts, auquel s'ajoutent les quais du Ghazaouet et de Gabès devait être totalement dédiés à l'exportation de ce matériau de construction. Le port d'Oran dispose de 13 quais, de même qu'un terminal à conteneurs. Il est connecté à l'autoroute Est-Ouest via une voie express dite la pénétrante autoroutière du port d'Oran et dont une partie de 8 km est opérationnel depuis août dernier.

Sénia plus précisément à la polyclinique de la cité AADL de Aïn El Beïda, un apport considérable pour pallier les insuffisances et répondre aux besoins d'évacuation exprimés par la population.

Pour ce qui est de la troisième ambulance, celle-ci a été affectée à la polyclinique de Boufatis relevant de l'EPSP de Oued Tlélat à la grande joie des habitants de cette localité. Dans ce registre et tout en remerciant les autorités locales et à leur tête le wali d'Oran, le directeur de la santé a insisté sur la nécessité d'entretenir ces nouvelles acquisitions qui viennent renforcer le parc roulant et surtout les évacuations des malades.

Avec l'Institut Cervantès et l'Ecole supérieure de l'hôtellerie La gastronomie espagnole à l'honneur



R. L.

L'art gastronomique espagnol a été mis à l'honneur dimanche après-midi grâce à une initiative conjointe de l'ESHRA et l'Institut Cervantès pour la redécouverte de la l'art culinaire ibérique. La manifestation qui a rassemblé l'espace d'un soir plusieurs invités dont les trois consuls d'Espagne, de France et de Turquie avait pour principal centre d'intérêt la présence de deux chefs de cuisine réputés en Espagne, Daniel Garcia Peinado et Ruben Fenollar Tomas qui ont fait le déplacement invités par les organisa-

teurs. L'un d'entre eux avait la particularité d'être le cuisinier officiel de l'équipe nationale espagnole de football.

Sous leurs directions ce sont les jeunes élèves de l'école qui ont préparé les différents plats en s'initiant à quelques nouveautés culinaires méditerranéennes à base d'huile d'olive et de miel, une découverte utile pour leur apprentissage et leur formation. Venus pour la première fois à Oran, les deux chefs ont promis de revenir, une manière de suggérer que la manifestation se répète et que le directeur de l'Institut Cervantès n'a pas manqué de promettre.

Pour renforcer la coopération bilatérale Une délégation d'hommes d'affaires turcs reçue par le wali

K. Assia

Une délégation d'hommes d'affaires turcs conduite par le consul général de Turquie à Oran M Hasan Solak a été reçue avant-hier par le wali d'Oran M. Samir Chibani au siège de la wilaya. Une occasion pour le chef de l'exécutif de souhaiter la bienvenue aux hôtes de la ville et de mettre en relief la profondeur des liens historiques et fraternels qui unissent les deux pays. Ainsi et pour renforcer la coopération bilatérale, plusieurs points de vue ont été échangés lors de cette rencontre à laquelle ont pris part les chefs de daïra, les directeurs de l'exécutif, le P/APW, le délégué régional du renouveau économique et les cadres de la wilaya. Le wali a souligné que cette rencontre ne fait que refléter la bonne volonté pour découvrir de nouveaux horizons de coopération économique et commerciale et consolider les liens de partenariat et de promouvoir la coopération bilatérale.

Dans ce contexte et en explicitant les potentialités économiques que recèle la capitale de l'ouest du pays, le chef de l'exécutif a précisé que la wilaya est un véritable

pôle économique, industriel et aussi une ville touristique et agricole saluant ainsi l'importance de ces rencontres qui constituent de véritables opportunités pour renforcer l'espace d'échanges et d'expériences et de construire des partenariats stratégiques dans plusieurs domaines. Sur ce et en dressant un état des lieux sur les potentialités de la ville d'Oran, le wali d'Oran s'est dit prêt à apporter tout le soutien et aussi les facilitations administratives nécessaires pour tout investisseur turc désireux contribuer au développement de la wilaya d'Oran et garantir un environnement d'investissement stable créateur d'emplois.

Il rappelle que la wilaya restera toujours prête pour apporter les facilitations, le soutien nécessaire pour la concrétisation et garantir ainsi les intérêts des deux parties. Prenant la parole, le consul général de Turquie à Oran a affiché la volonté des opérateurs économiques turcs à élargir et à promouvoir la coopération bilatérale. Notons qu'un riche débat a clôturé cette visite et a porté sur la présentation des opportunités d'investissement dans les secteurs agricoles, industriels et la construction.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Chergui Morsli, 66 ans, Oran
Fares Adda, 85 ans, Oran
Tamarite Safia, 78 ans, Oran
Benkadour Houari, 41 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 rajab 1446

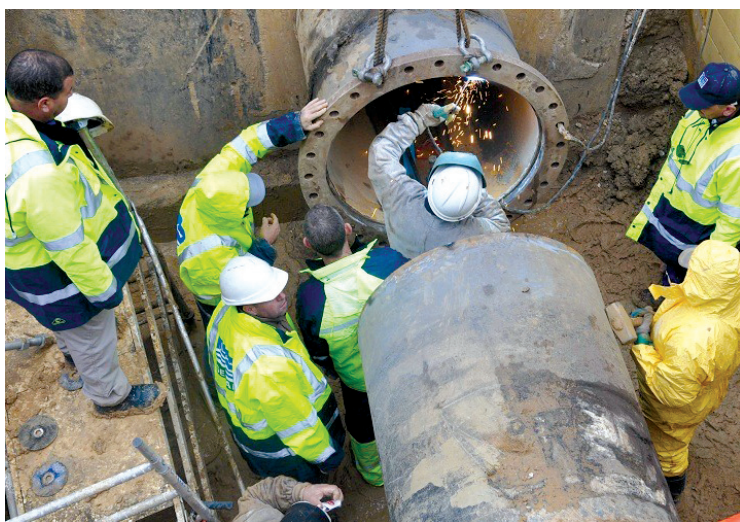
El Fedjr 06h39	Dohr 13h16	Assar 16h06	Maghreb 18h29	Icha 19h50
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Relizane Vers le renforcement de l'alimentation en eau

Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 45 millions de dinars a été consacrée à l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Matmor, selon le directeur de l'hydraulique de la wilaya, Nabil Bagoura. M. Bagoura a déclaré à l'APS que ce projet, inscrit dans le cadre du programme sectoriel de développement de l'année 2024, vise à renforcer et à améliorer l'approvisionnement en eau potable pour plus de 5.100 habitants de la commune de Matmor.

Le projet comprend la réalisation de quatre réservoirs d'eau d'une capacité totale estimée à 2.000 mètres cubes (500 m³ par réservoir), en plus des canalisations de refoulement et de distribution. Selon ce responsable, le taux d'avancement des travaux dépasse les 60 % et leur achèvement est prévu pour le début du deuxième semestre de cette année. Une fois achevé, ce projet permettra d'assurer un approvisionnement suffisant en eau potable pour les quartiers de la



commune de Matmor, en particulier pour les logements situés dans les étages supérieurs des immeubles, tout en réduisant les perturbations dans la distribution et en renforçant les capacités de stockage, a souligné à l'APS le responsable du service de l'eau potable à la direction, Mustapha Koubi. Les services de la direction de l'hydraulique ont également appelé les ci-

toyens à adopter une gestion rationnelle de l'eau et à préserver cette ressource vitale, en particulier durant l'été, lorsque la demande augmente. Il convient de noter que l'entreprise l'Algérienne des eaux (ADE) de Relizane produit plus de 132.000 mètres cubes d'eau potable pour plus de 156.000 habitants répartis sur plusieurs communes de la wilaya.

Béchar Six équipes pour le recensement économique du produit national

Pas moins de 2.261 entités économiques et commerciales dans la région du Sud-ouest du pays sont ciblées par la deuxième phase du Recensement économique du produit national, dont le coup d'envoi a été donné lundi par le wali de Béchar, Ahmed Benyoucef. L'opération, qui s'étalera jusqu'au 16 février, et prise en charge par 45 brigades de recensement, vise à finaliser l'élaboration d'une base de don-

nées nationale précise et exhaustive de toutes les activités économiques, a précisé le Directeur régional du commerce, El Hadj Daachi.

Parmi les entités économiques concernées, figurent 1.582 personnes physiques, 679 personnes morales, à travers les wilayas de Béchar, Naâma, El-Bayadh, Béni-Abbès, Adrar et Timimoun, a-t-il détaillé. Des moyens logistiques conséquents ont été mis à la disposition des équipes

de recensement pour permettre un bon déroulement de cette opération, a-t-il ajouté.

Dans la wilaya de Béchar, six (6) équipes effectueront les opérations inhérentes à ce recensement qui touchera 299 entités, dont 198 personnes physiques, à travers les communes de Béchar, Abadla, Kenadza, Béni-Ounif, Lahmar, Mougheul, Boukais et Taghit, a fait savoir le même responsable.

Sidi Bel-Abbès Attribution de logements à Telagh

Un quota de 150 logements publics locatifs (LPL) a été distribué, dimanche, à leurs bénéficiaires, dans la commune de Telagh, au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) de la wilaya.

Selon la même source, ce quota de logements publics locatifs comprend deux sections de 100 et 50 unités, qui ont été raccordées aux différents réseaux essentiels

(eau potable, assainissement, électricité) et qui sont équipées de toutes les commodités garantissant un cadre de vie confortable aux résidents. Ces logements ont été distribués sous la supervision des autorités locales de la daïra de Telagh, en coordination avec l'OPGI.

Il s'agit de la première tranche prévue pour l'année 2025, en attendant la distribution d'autres quotas de logements de différentes formules, lors des fêtes religieuses et

nationales, a-t-on indiqué de même source. Il est à rappeler que l'année dernière, la wilaya de Sidi Bel-Abbès avait distribué 1.777 unités de logement de différentes formules, à l'occasion des célébrations du 62e anniversaire de l'indépendance et de la Jeunesse (5 juillet), dont 447 logements relevant de la formule social-participatif (LSP), 830 logements ruraux et 500 aides pour les lotissements sociaux réservés aux zones des Hauts-plateaux.

El-Bayadh La culture du maïs jaune fait recette

Une production de près de 12.000 quintaux de maïs jaune est attendue dans la wilaya d'El-Bayadh, lors de la campagne de récolte de ce type de culture stratégique, lancée dimanche, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le wali d'El-Bayadh, Noureddine Belaribi, a donné le coup d'envoi de cette campagne au périmètre agricole de Daya El-Bakra à Brizina, une campagne qui devra couvrir une superficie totale de 170 hectares, dont 150 ha relevant de l'Entreprise publique de développement des cultures agricoles stratégiques (Unité de production agricole Boukhtach Bouziane) dans le même périmètre, tan-

dis que les 20 hectares restants concernent des investisseurs et agriculteurs des communes de Tousmoulène et Rogassa, selon le directeur du secteur, Bengharbi Dahmane.

Cette campagne, qui bénéficie de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer son succès, devrait enregistrer des rendements allant de 70 à 100 quintaux à l'hectare.

L'Office national de l'aliment du bétail se chargera de l'achat, du transport et de la transformation de la production en aliments pour le bétail et les animaux. Les services agricoles de la wilaya d'El-Bayadh accompagnent activement les professionnels de cette filière, en particulier sur le

plan technique, en fournissant des conseils agricoles et un soutien, notamment en ce qui concerne le matériel d'irrigation, afin d'encourager les agriculteurs à participer au programme agricole prometteur auquel l'Etat accorde une grande importance pour assurer la production locale de cette matière, destinée principalement à l'aliment du bétail et à la réduction des coûts d'importation, a précisé le même responsable.

Une extension de la superficie cultivée est prévue pour la saison prochaine, surtout après les résultats positifs et encourageants obtenus lors des premières expériences de production de ce type de culture stratégique, a-t-on ajouté.

Chlef De nouveaux projets pour renforcer le réseau électrique

Un total de 371 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique dans la wilaya de Chlef, selon un communiqué de la direction locale de Distribution de l'électricité et du gaz.

Les 371 exploitations raccordées se situent au niveau de 28 communes de Chlef, a-t-on indiqué, soulignant que ces branchements ont été réalisés dans le cadre du programme d'accompagnement du secteur agricole en application des instructions des autorités supérieures du pays et du ministère de tutelle. Ces opérations ont nécessité la réalisation d'un réseau électrique de 150 km de long, pour une enveloppe globale de plus de 680 millions DA, selon le document, qui fait aussi état de l'examen en cours d'un nom-

bre considérable de demandes de raccordement, en coordination avec la direction des Services agricoles, dans l'attente du lancement prochain des travaux de raccordement d'autres exploitations agricoles au même réseau. A noter que le réseau électrique de la wilaya a été renforcé en 2024, par nombre de transformateurs électriques en vue de l'amélioration du service public et de la couverture de la demande exprimée en matière d'électrification agricole. Pour cette année 2025, de nombreux projets ont été programmés par la direction de distribution de l'électricité et du gaz pour le raccordement de quartiers et de zones reculées de l'ensemble des communes de la wilaya aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, selon la même source.

Un voleur de câbles en cuivre écroué

Abbad Miloud

Un appel téléphonique a été reçu par la police indiquant qu'un individu s'adonnait au vol de câbles en cuivre au niveau de la commune de Chlef.

Les investigations menées par des éléments de la police judiciaire de la première sûreté ur-

baine de Chlef se sont soldées par l'arrestation d'un suspect, âgé de 30 ans.

Les policiers ont également saisi 85 kilogrammes de câbles en cuivre appartenant à la société Algérie Télécom. Le mis en cause a été présenté au tribunal de Chlef et placé en détention préventive.

Naâma L'hôtel Mekther relooké bientôt rouvert

Les travaux de rénovation, de réaménagement et de modernisation des structures et installations de l'hôtel "Mekther" à Aïn Sefra devront être achevés, d'ici la fin du mois de février prochain, selon la direction du tourisme et de l'artisanat. L'opération de modernisation de cet établissement hôtelier, construit en 1973, et ayant nécessité un investissement supérieur à 490 millions de dinars, s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation des unités hôtelières et du développement des infrastructures touristiques dans le Sud, selon les normes nationales et internationales, dans le but de dynamiser le secteur touristique de ces régions, a souligné le directeur du tourisme, Yazid Daddache. Les travaux de modernisation de l'hôtel Mekther ont permis le renouvellement des différents réseaux, la réhabilitation des installations d'accueil telles que les suites et chambres, l'aménagement des espaces de restauration, ainsi que de la piscine extérieure, la cour, le jardin, le parking et le renouvellement des équipements et des divers espaces de détente et de loisirs associés à cet hôtel, a ajouté le même responsable. L'hôtel Mekther, un établissement public géré par l'Entreprise de gestion touristique de l'Ouest, dispose de 54 chambres avec une capacité d'accueil de 144

lits et offre 35 postes de travail. Il bénéficie d'un emplacement géographique attractif dans la zone d'expansion touristique, avec une vue sur les dunes de sable, en plus de son architecture qui s'adapte aux caractéristiques climatiques et patrimoniales de la région.

Cette opération de rénovation et de modernisation vise à renforcer les capacités d'accueil de la wilaya de Naâma et à redynamiser les activités touristiques de la région, qui est connue pour la beauté de ses sites naturels et l'hospitalité légendaire de ses habitants, a ajouté la même source.

A noter que la wilaya de Naâma compte actuellement 19 projets touristiques en cours de réalisation, dont trois projets d'hôtels et d'installations d'accueil touristique totalisant 280 lits. Ces projets enregistrent des taux d'avancement satisfaisants et leur achèvement et mise en service sont attendus d'ici la fin de l'année, selon la même source.

La wilaya de Naâma dispose de six zones d'expansion touristique classées, s'étendant sur une superficie totale de 3.291 hectares dans les régions d'Aïn Ouarika, Tiout, Fornassa, Sidi Boudjemâa, Mekther et Rouis El Ghir, qui devront contribuer à la diversification des formes de tourisme, telles que le tourisme écologique, thermal et religieux, indique-t-on.

Inde Un Etat adopte un nouveau code civil critiqué par les musulmans

Un Etat indien a annoncé lundi l'entrée en vigueur du nouveau code civil promu par le Premier ministre ultranationaliste hindou Narendra Modi pour remplacer les règles religieuses, suscitant les vives inquiétudes de la minorité musulmane.



Le texte a commencé à s'appliquer dans l'Uttarakhand (nord), au pied des cimes de l'Himalaya, dirigé par le Parti du peuple indien (BJP) du chef du gouvernement. Connu sous le nom de code civil uniforme (UCC), il interdit la polygamie, accorde des droits équivalents aux fils et aux filles en cas d'héritage et impose une procédure civile pour divorcer.

Il rend également obligatoire la déclaration du concubinage homosexuel, sous peine de trois mois d'emprisonnement.

Avant lui, seul l'Etat de Goa (sud-ouest) disposait d'un code civil équivalent, mis en place lorsqu'il était encore une colonie portugaise. Depuis son arrivée à la tête du pays en 2014, Narendra

Modi a maintes fois répété son intention d'unifier les lois sur le mariage, le divorce et l'héritage dans le pays le plus peuplé du monde, jusque-là régies par les religions. Ses adversaires considèrent cette mesure contre spécifiquement dirigée contre la minorité musulmane, forte de 200 millions de personnes. Membre du BJP, le chef de l'exécutif de l'Uttarakhand, Pushkar Singh Dhami, a expliqué que le nouveau code avait pour vocation d'apporter «l'égalité dans la société». «Il n'est pas dirigé contre une secte ou une religion. Il va permettre de débarrasser notre société de ses mauvaises pratiques», a-t-il plaidé. Les représentants de la communauté musulmane indienne ont vivement réagi lundi.

«C'est une attaque directe contre notre identité», a déclaré Asma Zehra, présidente de l'Association des femmes musulmanes de l'Inde. Le nouveau code va imposer aux femmes de choisir entre leur foi et la loi, a-t-elle déploré auprès de l'AFP. «Cette loi est totalement biaisée et vise les musulmans, elle relève de l'islamophobie». Ses dispositions imposant une déclaration de concubinage ont également été écartées.

«C'est totalement contraire au droit à la vie privée», a lancé l'avocate Geeta Luthra. Après l'Uttarakhand, d'autres Etats dirigés par le BJP comme l'Uttar Pradesh ou le Madhya Pradesh ont annoncé leur intention d'introduire des codes civils équivalents dans leur législation.

Selon l'UNESCO «Il y a une pression de la rue» pour restituer les œuvres pillées en Afrique

«Il y a une pression de la rue» pour la restitution des œuvres pillées pendant la colonisation en Afrique, a déclaré lundi Ernesto Ottone, directeur général adjoint pour la culture de l'Unesco, évoquant un «changement des mœurs».

L'organisation onusienne organise lundi à Addis Abeba, la capitale éthiopienne, une conférence réunissant des représentants des 54 Etats du continent pour échanger sur la question du retour et de la restitution des biens culturels en Afrique.

Sur la restitution des œuvres pillées, «cela fait cinq ou six ans que nous voyons qu'il y a une pression de la rue» en Afrique, a estimé dans un entretien à l'AFP M. Ottone, ancien ministre chilien de la Culture. «Quand on parle de la nouvelle génération qui va dans les musées en Europe, ils ont une vision critique face à ce qu'ils voient», a-t-il poursuivi, y voyant une «prise de conscience des nouvelles générations» et un «changement des mœurs».

Plusieurs pays européens se sont engagés ces dernières années dans un long processus de restitution d'œuvres d'art pillées durant les périodes coloniales, «un sujet complexe» qui dépend des législations dans les différents pays, sou-

tient M. Ottone. «Mais même dans les pays où le dialogue n'est pas 100% abouti, on voit que les efforts proviennent soit des universités, soit des musées», assure-t-il.

En France, ancien empire colonial du XVIe siècle à la première moitié du XXe siècle, quelque 90.000 objets d'Afrique sub-saharienne sont conservés dans les musées publics, dont 79.000 au Quai Branly, selon un rapport de 2018.

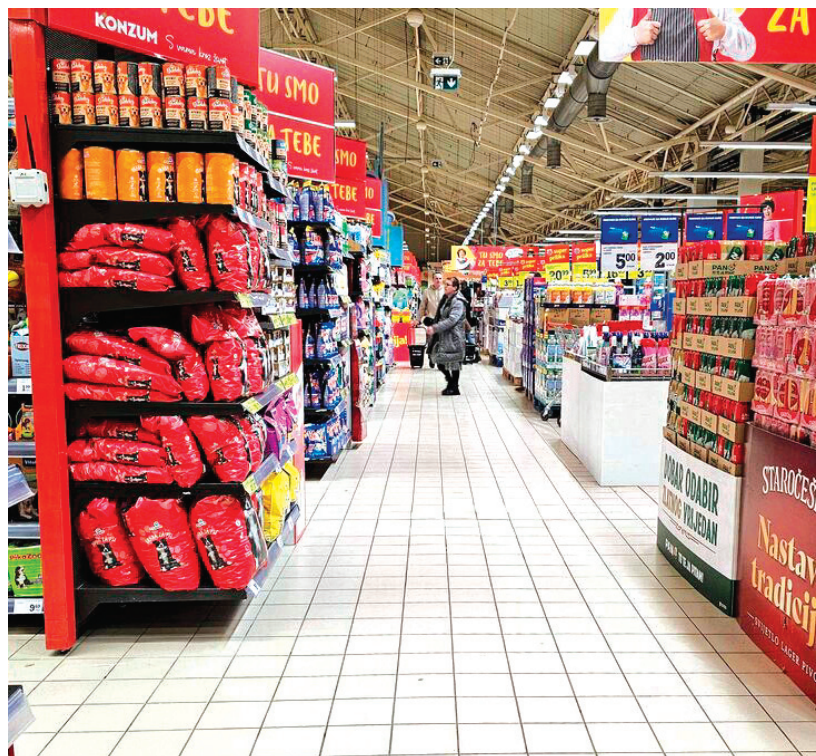
Plusieurs pays ont, depuis, adressé des demandes de restitution. Mais pour chaque demande, une loi est nécessaire pour «déclasser» les biens et permettre leur sortie des collections.

Fin 2020, le Parlement français a ainsi adopté une loi autorisant le retour définitif au Bénin de 26 œuvres du trésor royal d'Abomey, prise de guerre françaises en 1892.

Depuis, la France a seulement consenti à des prêts, comme fin novembre, avec le rapatriement du tambour Djidji Ayokwe à la Côte d'Ivoire, ou encore le prêt à Madagascar de la couronne de la reine Ranaivalona III, qui était conservée au musée de l'Armée à Paris.

D'autres pays, notamment le Royaume-Uni ou l'Allemagne font l'objet de demandes pour la restitution de biens culturels pillés durant la colonisation.

Croatie Boycott des magasins, 50% de chiffre d'affaires en moins



Le chiffre d'affaires des commerçants croates a chuté de 50% vendredi, selon l'administration fiscale, conséquence d'un appel au boycott lancé par des associations de consommateurs pour protester contre la hausse des prix.

«Les commerçants n'imaginaient pas une telle révolte», s'est félicité dans les médias Josip Kelemen, de l'association de consommateurs Halo inspektore, à l'initiative du boycott. L'opposition, les syndicats, quelques ministres et plusieurs personnalités avaient aussi appelé à soutenir le mouvement.

Le Premier ministre de droite, Andrej Plenkovic, a estimé que ce boycott était un «message important et articulé des citoyens qui souhaitent surveiller et comparer les prix» avec ceux d'autres pays.

Le mouvement sera pris en compte lors de la révision des produits de première nécessité dont les prix sont limités, a-t-il déclaré lors d'une réunion du gouvernement. A 16h00 (15h00 GMT), les commerçants du pays avaient encaissé 50% de chiffre d'affaires de moins qu'à la même heure vendredi dernier, a précisé l'administration fiscale dans un com-

munique. A Zagreb, seule une poignée de clients faisaient leurs courses dans le principal supermarché de la capitale, d'habitude bondé à cette heure-ci, a constaté l'AFP.

«Les commerçants ne vont pas souffrir financièrement, mais c'est un message important, symbolique. La hausse anormale des prix doit cesser», estime Danko Horvat, barman à Zagreb qui a décidé de faire la grève des achats.

Les organisateurs accusent les commerçants d'être les principaux responsables de l'inflation, qui a atteint 4,5% en décembre contre 2,4% en moyenne dans la zone euro. Mais plusieurs économistes préviennent que l'impact de cette initiative sera faible, et affirment que la hausse des prix n'est de toutes les façons pas le facteur principal d'inflation.

La Croatie, qui a rejoint la zone euro en 2023, doit gérer un secteur public pléthorique, l'une des TVA les plus élevées de l'Union européenne (25%), un vieillissement et une baisse de sa population, passée de 4,5 à 3,8 millions en 25 ans, expliquent-ils. Le salaire moyen en novembre y était de 1.366 euros.

Japon

Osaka interdit la cigarette dans ses rues



La ville japonaise d'Osaka a imposé depuis lundi une interdiction de fumer dans les rues à quelques semaines de recevoir l'Exposition universelle qui attirera notamment des millions de visiteurs étrangers.

«L'Exposition universelle commence en avril, nous voulons accueillir de nombreuses personnes venues du monde entier. Nous voulons donc faire d'Osaka une ville où les gens se sentent en sécurité avec des rues sans fumée», avait déclaré le maire Hideyuki Yokoyama début janvier en dévoilant cette décision.

Près de 160 pays ou régions doivent participer à l'Expo-2025 du 13 avril au 13 octobre, un événement mondial organisé tous les cinq ans.

Les autorités d'Osaka ont étendu à l'ensemble de la ville

l'interdiction qui existait déjà dans six zones, dont le quartier autour de la gare. Les contrevenants s'exposent à une amende de 1.000 yens (environ 6,10 euros).

Au Japon, il est déjà interdit de fumer en marchant dans la plupart des lieux, les fumeurs se retrouvant parqués dans des lieux exigus installés dans les gares ou les jardins par exemple. A partir d'avril, la région d'Osaka interdira également de fumer dans les restaurants dont la surface assise est supérieure à 30 m², sauf si les établissements disposent d'une salle fumeurs.

Au Japon, la loi actuelle interdit la cigarette dans les établissements dont la surface assise est supérieure à 100 m².

L'Expo-2025, installée sur une île artificielle à l'entrée de

la ville, suscite des doutes en raison de la lenteur des ventes de billets et inquiètent les Japonais pour le coût financier, notamment concernant le budget de construction.

Près de 7,5 millions de billets avaient été vendus début janvier pour l'événement qui doit durer six mois, soit moins de la moitié de l'objectif des organisateurs. Au Japon les recettes fiscales générées par le tabac rapportent environ 2.000 milliards de yens (12,25 milliards d'euros).

L'Etat détient également un tiers des parts de Japan Tobacco, la troisième plus grande société de tabac au monde.

La consommation de tabac au Japon est en baisse, à l'instar d'une tendance mondiale plus large, avec un taux de fumeurs de 15,7% en 2023.

«Comme un château de cartes»

L'Allemagne rongée par le spectre du déclin économique

En périphérie de la commune de 70.000 habitants, les lumières sont plus rares au siège de Kostal, fabricant de systèmes électriques pour carrosseries. L'entreprise familiale, présente depuis plus d'un siècle, achève de délocaliser sa production à l'est de l'Europe, en Hongrie notamment.

La région de Lüdenscheid «est un baromètre de ce qui se passe dans le pays», constate Sebastian Wagemeyer, le maire de la ville.

Faillites et licenciements assombrissent l'avenir de cette commune prospère du bassin de la Ruhr, reflet de la crise industrielle qui frappe la plus grande économie d'Europe et sera au cœur des élections législatives du 23 février.

La région a perdu l'an dernier quelque mille emplois dans le domaine de la sous-traitance automobile et risque de se transformer en «musée industriel à ciel ouvert», affirme Fabien Ferber, représentant local du syndicat de la métallurgie IG Metall.

MODÈLE DÉPASSÉ

Dernier exemple en date, l'équipementier Gerhardt, producteur de pièces d'aluminium depuis cent ans à Lüdenscheid, a déposé le bilan en novembre, menaçant 1.500 emplois si aucun repreneur n'est trouvé. Petra Bansch, 60 ans, a travaillé durant vingt ans comme technicienne en contrôle-qualité chez Kostal, «un employé sûr», lui avait-on assuré.

«Je suis trop jeune pour partir à la retraite, mais trop vieille pour retrouver un travail, c'est une situation terrifiante!», confie cette mère et grand-mère. L'un de ses

Les emplois du secteur automobile ont longtemps assuré la prospérité de Lüdenscheid, à l'ouest de l'Allemagne, dont les habitants craignent désormais que la ville ne devienne un «musée de l'industrie».



anciens collègues s'est déjà reconverti comme chauffeur de bus, raconte-elle.

«La région promettait la prospérité aux travailleurs depuis plusieurs générations: pouvoir s'acheter une maison, partir en vacances...», explique M. Ferber, et «cette promesse s'effondre comme un château de cartes».

L'industrie allemande, qui pèse plus de 20% du PIB, va mal, ébranlée par la hausse des coûts de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine, par la concurrence des producteurs chinois et le ralentis-

sement de la croissance chez le géant asiatique, un débouché crucial pour le «Made in Germany».

Le secteur automobile - quelque 780.000 emplois en Allemagne -, les gros consommateurs d'énergie comme l'acier ou la chimie, longtemps abreuvés de gaz russe bon marché, sont en première ligne. Le géant Volkswagen va ainsi supprimer 35.000 emplois d'ici 2030.

A contrario, l'Allemagne compte peu de grands acteurs parmi les géants mondiaux de la tech, de l'internet ou de l'intelligence artificielle. Le pays de plus de 80 millions

d'habitants «se rend compte que l'ancien modèle d'une énergie bon marché et de grands marchés d'exportation facilement accessibles ne fonctionne plus», écrit Carsten Brzeski, analyste chez ING.

L'ancienne locomotive européenne, qui vient d'enchaîner deux années de récession, pointe désormais en queue de peloton, avec une économie «de la même taille qu'au début de l'année 2020, soit cinq années de stagnation», souligne l'expert.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, et sa menace

d'augmenter les droits de douane sur les exportations, pourraient détruire des dizaines de milliers d'emplois, selon les experts.

PEUR

L'Allemagne reste l'une des économies les plus riches du monde, mais a besoin de réformes en profondeur car ses problèmes de compétitivité s'ajoutent à des défis structurels, comme un déficit chronique d'investissements et le vieillissement de sa population, qui impacte les systèmes de soins de santé, de retraite et le marché du travail.

Pour sortir de l'impasse, la plupart des partis proposent un plafonnement des prix de l'énergie et la réduction de la bureaucratie.

Le parti social-démocrate SPD du chancelier Olaf Scholz veut attirer les investisseurs en Allemagne avec un bonus fiscal.

Les conservateurs misent quant à eux sur la baisse des impôts pour les sociétés, pour que l'Allemagne bénéficie d'un taux «compétitif», explique à l'AFP Florian Müller, député de Lüdenscheid.

Dans cette circonscription, le vote pour le parti d'extrême droite AfD a bondi de 7 points lors des élections européennes de juin, comparé au scrutin de 2019, une tendance conforme au reste du pays.

Pour les législatives, le parti est crédité de 20% des suffrages, deuxième force politique derrière les conservateurs de la CDU et devant le SPD. L'extrême droite «joue bien sûr sur la peur. Ils n'existent que par la peur», déplore le maire (SPD) Sebastian Wagemeyer.

Un navire bulgare mis en cause saisi Un important câble endommagé en mer Baltique

Le «Vezhen», un bateau construit en 2022, a été «pris dimanche et rerouté par les garde-côtes vers les eaux territoriales» du pays nordique, a expliqué à l'AFP Alexander Kalchev, PDG de la compagnie Navigation Maritime Bulgare, dénonçant leur comportement «quelque peu agressif». Il a nié «tout acte malveillant» et s'est dit «convaincu» que l'enquête en cours «allait démontrer qu'un problème technique causé par les intempéries» était à l'origine de l'incident. Selon lui, le navire a connu ce week-end des conditions météorologiques «extrêmement mauvaises». En menant une inspection, l'équipage a constaté «que l'une des ancrs était endommagée et avait chuté au fond de la mer où elle a pu traîner» sur des kilomètres.

Le bateau transportant des engrais était parti d'Oust-Louga (Russie) et se dirigeait vers l'Amérique du Sud, selon M. Kalchev.

Interrogé par l'AFP, le procureur en charge de l'affaire Mats Ljungqvist a confirmé que le «navire, suspecté de sabotage aggravé», se trouvait actuellement au large de Karlskrona, près de l'île d'Aspö. Il n'a pas voulu donner le nom du navire.

GUERRE HYBRIDE

Selon des sites de suivi du trafic maritime, le Vezhen se trouve à cet endroit, entouré de deux bateaux des garde-côtes suédois.

«Du personnel de plusieurs autorités suédoises» sont à bord depuis dimanche soir pour mener l'enquête, a-t-il ajouté, sans vouloir préciser lesquelles.

«Je peux dire que cette affaire est principalement gérée par les services de renseignement, et que je dirige l'enquête préliminaire. Nous bénéficions également d'une excellente assistance de la part des garde-côtes, de l'unité nationale des opérations de la police, ainsi que des forces armées», a précisé Mats Ljungqvist.

La Suède a appréhendé un navire bulgare dans le cadre de l'enquête pour «sabotage aggravé» ouverte après qu'un nouveau câble sous-marin a été endommagé en mer Baltique entre la Suède et la Lettonie, a annoncé son propriétaire lundi.



Tôt dimanche matin, un câble de fibre optique appartenant au centre national de radio et de télévision de Lettonie (LVRTC) reliant l'île suédoise de Gotland à la ville lettone de Ventspils, a été abîmé.

«Sur la base des constatations actuelles, nous présumons que le câble a été considé-

ramblement endommagé par des facteurs externes», a déclaré LVRTC, le parquet suédois ouvrant dans la foulée une enquête.

Les dommages ont eu lieu dans les eaux territoriales suédoises à une profondeur d'au moins 50 mètres.

Plusieurs dégradations ciblant les infras-

tructures énergétiques et de communication sont survenues ces derniers mois dans cet espace maritime. Elles s'inscrivent, selon des experts et responsables politiques, dans le contexte d'une «guerre hybride» menée par la Russie contre les pays occidentaux.

Riga a déployé dimanche un navire de guerre sur le lieu de l'avarie, précisant avoir identifié un «navire suspect», le «Michalis San», ainsi que deux autres navires, dans la zone, sans donner leur nom.

«PRIORITÉ ABSOLUE»

Face au caractère répété de ces événements, l'Otan a annoncé en janvier lancer une mission de patrouille visant à protéger ces infrastructures sous-marines. Avions, bateaux et drones y seront dépêchés.

Dimanche, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a immédiatement fait part de sa «solidarité totale» avec les pays touchés par les dommages sur le câble letton. «La résilience et la sécurité de nos infrastructures critiques sont une priorité absolue», a-t-elle souligné sur le réseau social X. Les conséquences semblent pour l'heure limitées.

Des «perturbations dans les services de transmission de données» ont eu lieu, a constaté le LVRTC. Mais des solutions de remplacement ont entre-temps été trouvées, et les utilisateurs finaux ne seront globalement pas affectés, a ajouté le centre.

Le 25 décembre, le câble électrique Est-Link 2, reliant la Finlande à l'Estonie, et quatre autres câbles de télécommunications avaient été endommagés, quelques semaines seulement après des dommages similaires sur deux câbles de télécommunications dans les eaux suédoises.

En novembre, le Kremlin avait jugé «risible» et «absurde» les accusations visant la Russie après l'endommagement de deux câbles de télécommunications en Baltique.

Fédération algérienne de football L'AG ordinaire fixée au 1^{er} février à Alger

L'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de football pour l'exercice 2024 aura lieu le samedi 1 février prochain au Cercle National de l'Armée à Beni Messous à Alger (9h 00), a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel.

Cette AG ordinaire de l'exercice 2024 précède l'assemblée générale élective pour le mandat olympique 2025-2029 qui aura lieu le 25 février prochain à Alger (10h 00) dont la date limite pour le dépôt des dossiers de candidatures est fixée au 26 janvier à 17h 00.

Les candidatures pour les différents postes à pourvoir au sein du bureau fédéral doivent être envoyées dans

les délais par courrier recommandé ou courriel avec accusé de réception, ou remises en mains propres contre confirmation de réception au secrétariat général de la FAF, précise la même source.

Les membres de l'assemblée générale de la FAF ont approuvé à l'unanimité la mise en conformité de ses statuts avec ceux de la Fifa et les lois algériennes, lors d'une

session extraordinaire (AGEx) tenue samedi au cercle national de l'armée de Beni Messous (Alger), a-t-on rappelé.

Cette AG extraordinaire à laquelle ont pris part 66 membres, sur les 91 au droit de vote, s'est déroulée sous la conduite de Walid Sadi, président de la FAF, accompagné des représentants de la Fifa et de la CAF.

Ligue 1 (Mise à jour) USMA-PAC : l'indécision plane



Le match USM Alger-Paradou AC, comptant pour la mise à jour de la 11^e journée, aura lieu cet après-midi (19 h 00) au stade du stade 5 juillet. C'est l'indécision qui plane entre deux formations qui traversent une période de doute comme en témoignent leurs derniers résultats en dents de scie.

Les Usmistes restent sur une humiliante défaite face à leurs voisins du Mouloudia d'Alger au moment où les jeunes pacistes traversent une période

de difficulté avec une élimination sans gloire en coupe d'Algérie face à la JS Hai Djebel et une contre performance essuyée face au CR Belouizdad. Ce qui signifie que ni les "Rouge et Noir", ni encore plus les "Jaune et Bleu" n'ont droit à l'erreur. Les deux équipes ont besoin d'une victoire pour se refaire une santé et améliorer leur position au classement. L'USMA veut coûte que coûte renouer avec la victoire qui lui permettra de rejoindre provisoirement le CRB à la

troisième place en attendant la mise à jour définitive du calendrier. En face, le PAC ne veut, en aucun cas, rater son dernier match retard et semble décidé à se hisser à la première place aux côtés de la JSK. Entre l'expérience des Usmistes et l'enthousiasme des jeunes du Paradou, tout reste possible. Nabil Maâloul (USMA) et Dziri Billel (PAC) sont appelés à trouver les solutions qui s'imposent pour réinstaller un climat de confiance et repartir de plus bel.

M. Z.

Ligue 2 : Centre-Ouest Statu quo en tête du classement

Aucun changement n'a eu lieu en tête du tableau lors de cette première journée de la phase-retour du groupe Centre-Ouest de cette division, alors que le SC Mecheria, battu une nouvelle fois à domicile, semble se diriger tout droit vers le palier inférieur. En tête, l'ES Ben Aknoun est parvenue à consolider sa première place après avoir disposé de son voisin JS El-Biar. Tenus par l'obligation de résultat, les gars de Ben Aknoun, pour maintenir leur avance sur leurs poursuivants immédiats koubéens, ont ajouté trois points supplémentaires à leur escarcelle grâce à un but signé Zaouche. Les 'Rouge et Noir' conservent ainsi leur cinq longueurs d'avance sur le RC Kouba qui a réussi à remporter, haut la main, le derby qui l'a opposé au NA

Hussein Dey. Menés au score sur un penalty inscrit par Benmerzouk, après avoir manqué un penalty par Zouari, les Koubéens se sont parfaitement ressaisis pour réussir un retour tonitruant en seconde période en renversant la vapeur.

Mehimmdetsi s'est chargé de remettre les pendules à l'heure avant que l'inévitable Ghodbane n'ajoute le deuxième but dans les dernières minutes de la partie. Précieuse victoire en déplacement du RCK qui lui permet de consolider sa deuxième place au classement général, avec cinq longueurs de retard sur le leader. A noter que quelques incidents ont émaillé ce derby. Selon notre source, le Coordinateur des jeunes catégories du Raed, Krime Khalidi a été touché à la tête par un projecti-

le. Après cet échec à domicile, le Nasria dégringole à la septième place du classement général derrière le WA Mostaganem, l'un des plus gros bénéficiaires de ce round après sa victoire à Mecheria. Dans les autres matchs, aucune surprise n'a été enregistrée avec la victoire de la totalité des clubs hôtes.

LESM Koléa a battu l'ASM Oran au même titre que le CR Témouchent qui confirme son renouveau après avoir pris le meilleur sur le MCB Oued Sly, toujours scotché à l'avant dernière position du tableau. Enfin, le SKAF Khemis Miliana s'était contenté du minimum requis pour surclasser le MC Saïda, se hissant ainsi à la dixième place du classement.

M. Z.

La vie des clubs

La JS Saoura se renforce

Du nouveau à la JS Saoura qui est sur le point de boucler son recrutement. On vient d'apprendre que Maâtallah a été prêté par la JS Kabylie au profit du club sudiste jusqu'à la fin de la saison en cours. Grâce à cette séparation à l'amiable, les Canaris vont pouvoir récupérer une licence, alors que Maâtallah re-

joindra un autre club de Ligue 1, avec la possibilité d'y obtenir plus de temps de jeu.

Il n'est pas le seul nouveau joueur en ce mercato hivernal puisque la JS Saoura vient d'enregistrer l'arrivée du gardien de but Morsli qui a paraphé un contrat de deux ans en provenance du Paradou AC.

NC Magra : Signature d'un contrat de sponsoring avec Cosider

La direction du Nejm Magra vient d'annoncer sur sa page officielle de facebook la signature d'un contrat de financement avec le complexe "Cosider". Dans un communiqué du club, le président du NC Magra, Azzedine Bennacer, a exprimé sa satisfaction après avoir signé ce contrat tout en remerciant les responsables du complexe "Cosider" pour leur soutien au football national. A noter que le président de la FAF, Walid Sadi, a pleinement contri-

bué à cette initiative envers quatre clubs, le NCM, le MCEB, l'USB et l'ASO Chlef qui ne disposent pas d'entreprises publiques. Notre source affirme que ces clubs recevront une aide financière de 18 milliards de centimes en attendant l'octroi des entreprises. Pour l'heure, des procédures administratives seront entamées pour l'achat d'actions et ce, pour mettre fin à la crise financière qui frappe à plein fouet certains clubs.

CR Belouizdad : Keddad indisponible une semaine

Keddad, le défenseur du CR Belouizdad, blessé à l'arcade sourcilère de l'œil gauche, sera indisponible pour une semaine, a indiqué le club belouizdadi.

«Les examens effectués par Keddad n'ont rien décelé de grave. Le joueur a reçu des points de suture au niveau de l'arcade

sourcilère. Le staff médical a accordé un repos d'une semaine à Keddad, avant de reprendre l'entraînement», a expliqué le CRB. Le défenseur international s'est blessé, suite à un télescopage avec le portier du Paradou AC, Mokhtar Ferrahi, lors du match CRB-PAC pour la mise à jour de la 12^e journée.

SKAF : recrutement bouclé

Le SKAF Khemis Miliana, pensionnaire de la Lige 2 (groupe Centre-Ouest), n'a pas chômé durant ce mercato hivernal. En effet, la direction du club vient de s'attacher des services de nou-

velles recrues. Il s'agit du gardien de but Dahmani (NAHD), Benabderrahmane (RCK) et de Bourourga qui vient de résilier son contrat avec l'ASO Chlef pour venir à son ancienne équipe.

USMA : Le bolivien Adalid dans une situation difficile

Depuis son arrivée cet été, l'international bolivien Adalid Terrazas n'a disputé que quelques bouts de matchs avec l'USM Alger. Le milieu offensif de 24 ans repéré lors de la Copa America en juillet dernier devait être une des curiosités de la saison mais pour le moment il n'a pas vraiment eu le temps de s'exprimer avec les rouge et noir. Terrazas n'a pas encore eu confirmé son statut de nouvelle recrue. Ses rares titularisations ou ses entrées en coupe de la CAF n'ont

pas été mauvaises mais il ne semble pas bénéficier de la confiance de l'entraîneur qui ne l'a même pas inscrit parmi les 18 lors du derby USMA-MCA. Certes, le joueur bolivien semble avoir du mal à trouver ses marques mais il faut en convenir qu'il n'a pas eu pleinement sa chance. Pourtant au vu de certaines défaillances dans le jeu des Usmistes, comme par exemple contre le MCA, Adalid aurait pu contribuer à l'animation de jeu son équipe par sa touche technique et sa vision de jeu.

Affaire IB Khemis El Khechna-MB Rouissat Ouverture d'une enquête

Décidément, les scandales se multiplient dans le football algérien. A chaque fois, la FAF décide d'ouvrir des enquêtes sur « certaines rencontres entachées de faits douteux », mais en vain. Cette fois-ci, c'est l'entraîneur de l'IRB El Khechna, Abdelnour Bousbiâa, qui a jeté un pavé dans la marre à l'issue du match qui a opposé son équipe au MB Rouissat. Un match qui a suscité une véritable polémique alimentant des débats qui n'honorent guère les affaires du football national. Après la contestation du penalty accordé aux visiteurs, Abdelnour Bousbiâa a fait de graves révélations en pointant du doigt accusateur l'arbitre Bendjahene qu'il accuse d'avoir offert la victoire à Rouissat. « Nous avons assisté aujourd'hui à une véritable mascarade. L'arbitre a clairement dit à mes joueurs : « Si vous marquez quatre buts, ils en

marqueront cinq. Il a offert un penalty imaginaire à nos adversaires et refusé de siffler des fautes évidentes en notre faveur, proches de leur surface de réparation », a-t-il déclaré avant d'ajouter, « ces pratiques malsaines ternissent l'image du football algérien et ce genre de comportement est tout simplement inacceptable. » Devant la gravité des déclarations du coach de l'IBKEK, la FAF a décidé de réagir en chargeant sa commission d'intégrité d'ouvrir une enquête. Le principal concerné, Abdelnour Bousbiâa a été convoqué pour présenter les preuves de ses accusations et certains joueurs. Notre source indique que même les arbitres seront entendus. En somme, en attendant les résultats de l'enquête, la situation commence par devenir inquiétante avec ces soupçons de corruption qui n'arrangent guère les affaires de notre football.

R. S.



EPE - Algérie Télécom - Spa
Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen
NIF : 000 216 001 808 337 13010
Sous-Direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES(Relance)
N°01/AT/DOT13/SDFS/DAL/ACHAT/2025

Algérie Télécom informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°12/AT/DOT13/SDFS/DAL/ACHAT/2024 : la conclusion de(s) contrat(s) d'adhésions à commandes pour la réalisation des travaux de construction des lignes de clients au profit de la Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen que cet appel d'offres a été déclaré annulé.

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour : la conclusion de(s) contrat(s) d'adhésions à commandes pour la réalisation des travaux de construction des lignes de clients au profit de la Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, s'adresse uniquement aux entreprises titulaires de registre de commerce comprenant le code d'activité N° : 109214 intitulé « Entreprise d'installation de réseaux et de centrales électriques et téléphoniques ».

NB :

- Chaque soumissionnaire retenu doit mettre à disposition du chantier les moyens humains engagés dans l'annexe 06 le jour de l'ouverture du chantier ;
 - Chaque soumissionnaire retenu doit mettre à disposition du chantier les moyens roulants et matériels dans l'annexe 07 avant la signature du contrat ;
- Chaque soumissionnaire inscrit sur la short list doit fournir un procès-verbal de constat des moyens matériels établi par un huissier de justice avant la signature du contrat.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom, accompagnées du cachet de l'entreprise à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service des Achats
Boulevard Pasteur (face la wilaya)
TLEMCEM - Algérie

Contre le versement d'un montant de cinq mille dinars algériens (5000 DA) non remboursable, le paiement se fera auprès de la banque BNA Agence 512 Tlemcen, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : Compte en dinars N°001.00512.0300.000.075.24.

PRESENTATION DES OFFRES :

Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant sur chaque enveloppe, l'adnomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel à la concurrence ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

- Le dossier administratif comprend l'original du dossier administratif plus le dossier en format électronique.
- L'offre technique comprend l'original de l'offre technique plus l'offre en format électronique.
- L'offre financière comprend l'original de l'offre financière plus l'offre en format électronique.

Les trois (03) enveloppes sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire et comportant uniquement les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM -SPA-
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE TLEMCEM
ADRESSE : BOULEVARD PASTEUR (face au siège de la wilaya)- TLEMCEM
« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES (Relance) »
N°01/AT/DOT13/SDFS/DAL/ACHAT/2025
« TRAVAUX DE RACCORDEMENT FINAL DES CLIENTS EN FIBRE OPTIQUE »
« TRAVAUX DE RACCORDEMENT FINAL DES CLIENTS EN CUIVRE »
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tlemcen
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service des Achats
Boulevard Pasteur (face la wilaya) - Tlemcen - Algérie

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours calendaires à compter de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal (vendredi et samedi), la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ALGERIE TELECOM EPE/SPA RC 02B 18083

Capital social : 115 000 000 000 DA

Siège Social : Boulevard Pasteur (en face siège de la wilaya) - TLEMCEM

NIF : 000 216 001 808 337

NIS : 000 216 290 656 936

www.algeriatelecom.dz

Email : dot13@at.dz

Tél : +213 (043) 41 14 06



République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Oran

Daïra d'Oran

Commune d'Oran

NIF : 31527520551



Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence Des Capacités Minimales N°01/2025

Le Président de l'Assemblée Populaire de la Commune d'Oran, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à :

AMENAGEMENT D'ECOLE FELLAH ABDELKADER

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du : Service des Contrats et Marchés, au siège bâtiment administratif R+3, sis à la rue ARMAND Abadie, 3^{ème} étage -Oran-. Et ce, contre le paiement de la somme de huit Mille Dinars (8000 Da)

Les soumissionnaires devront accompagner leurs offres des documents ci-dessous mentionnés :

1- Dossier de candidature :

- Déclaration de candidature (Selon le modèle ci-joint) remplie, datée, signée et cachetée.
- Déclaration de probité (Selon le modèle ci-joint) remplie, datée, signée et cachetée.
- Une copie pour les Statuts pour les sociétés (S.P.A, SARL, EURL)
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tous document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants.

A) Capacités professionnelles :

Certificat de qualification et de classification en cours de validité Catégorie 02 et plus, activité principale Travaux de Bâtiment

B) Capacités financières :

Moyens financiers justifiés par les bilans des trois (03) dernières années, approuvés par les services des impôts. Moyenne des trois dernières années 2021-2022-2023.

C) Capacités techniques :

▪ Moyens humains :

Liste nominative du personnel d'encadrement signée avec leurs diplômes ; et déclaration CNAS . Nombre d'effectifs de main d'œuvre à utiliser par catégorie et par ceps de travaux.

▪ Moyens matériels :

La liste des matériels à utiliser pour les travaux justifié par la copie de cartes grises avec assurance en cours de validité pour le matériels roulant ou facture ; et PV d'inventaire visé par le Commissaire aux comptes et par des factures d'achat pour matériel non roulant.

▪ Références professionnelles :

- 1-Attestation de bonne exécution des projets similaires
- 2-Copie du registre de commerce
- 3-Mise à jour CNAS, CASNOS et CACOBATH en cours de validité
- 4-Extrait de rôle auprès ou avec un échéancier de paiement et porte la mention de non inscrit au fichier national des fraudeurs.
- 5-Copie de l'attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés de dernière année
- 6-Copie de numéro d'identification fiscale « NIF »
- 7-PV de visite des lieux avant le retrait du cahier des charges visé par le maitre d'ouvrage et le soumissionnaire
- 8-Quittance de paiement du retrait du cahier des charges : 8000 Da

2- L'offre technique :

- 1-Une déclaration à souscrire remplie, datée, signée et cachetée
- 2-Le délai d'exécution accompagné par un planning détaillé
- 3-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- 4- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3- L'offre financière :

- 1- la lettre de soumission remplie, datée, signée et cachetée.
- 2- le bordereau des prix unitaires (BPU) remplie daté et signé.
- 3- le devis quantitatif et estimatif (DQE) remplie daté et signé.

L'enveloppe extérieure devra être strictement anonyme et porter obligatoirement la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°01/2025 RELATIF A : AMENAGEMENT DE L'ECOLE FELLAH ABDELKADER . « SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

Cette enveloppe extérieure doit contenir trois enveloppes distinctes relatives l'une au dossier de candidature, à l'offre technique et l'une à l'offre financière et doivent être déposées au bureau du dépôt des offres, Service des Contrats et Marchés, au bâtiment administratif R+3, sis à la rue ARMAND Abadie, 3^{ème} étage -Oran-.

La date limite du dépôt des offres est fixée à 15 Jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP et qui aura lieu à 10h :30

Les offres resteront valides pendant une période de 90 Jours augmenté de la durée de préparation des offres

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le jour de dépôt des plis au siège de l'APC d'Oran ; bâtiment administratif R+3 à 11h : 00.

NB : -Le soumissionnaire sont invités à assister à la séance d'ouvertures des plis.

M. Le Président

**AVIS D'APPEL D'OFFRE DE PRÉQUALIFICATION NATIONAL
N° 01/2025/OTA/AOP/INDIR**

OPTIMUM TELECOM ALGERIE « OTA » LANCE UN APPEL D'OFFRE DE PRÉQUALIFICATION NATIONAL, POUR:

« MONTAGE, MAINTENANCE ET RÉPARATION DES ASCENSEURS »

LES REPRÉSENTANTS DES SOCIÉTÉS INTÉRESSÉES PEUVENT ENVOYER LEUR DOSSIER À L'ADRESSE EMAIL: E.ADMINISTRATIONPROCUREMENT@DJEZZY.DZ. LE DOSSIER NÉCESSAIRE POUR LE RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES DOIT COMPORTER LES PIÈCES SUIVANTES :

- REGISTRE DE COMMERCE EN COURS DE VALIDITÉ ;
 - DEMANDE DE RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES, ÉTABLIE SUR PAPIER EN-TÊTE, SIGNÉE ET CACHETÉE PAR LE REPRÉSENTANT LÉGAL LE DÉSIGNANT NOMMÉMENT.
 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ QUI DOIT ÊTRE PARAPHÉ, REMPLI, SIGNÉ ET CACHETÉ PAR LE REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA SOCIÉTÉ. L'ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ EST TÉLÉCHARGEABLE SUR LE LIEN SUIVANT : [HTTPS://WWW.DJEZZY.DZ/ENGAGEMENT-DE-CONFIDENTIALITE-ET-CODE-DECONDUITE- DU-PARTENAIRE-DAFFAIRE/](https://www.djezzy.dz/engagement-de-confidentialite-et-code-deconduite-du-partenaire-daffaire/): (RUBRIQUE APPEL D'OFFRES).
 - LE CODE DE CONDUITE DU PARTENAIRE D'AFFAIRES QUI DOIT ÊTRE PARAPHÉ, SIGNÉ ET CACHETÉ PAR LE REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA SOCIÉTÉ.
- LE CODE DE CONDUITE DU PARTENAIRE D'AFFAIRES EST TÉLÉCHARGEABLE SUR LE LIEN SUIVANT : [HTTPS://WWW.DJEZZY.DZ/ENGAGEMENT-DE-CONFIDENTIALITE-ET-CODE-DECONDUITE- DU-PARTENAIRE-DAFFAIRE/](https://www.djezzy.dz/engagement-de-confidentialite-et-code-deconduite-du-partenaire-daffaire/): (RUBRIQUE APPEL D'OFFRES).
- LE RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES SE FERA GRATUITEMENT.
- LES DOSSIERS DE CANDIDATURE DEVRONT ÊTRE ENVOYÉS À L'ADRESSE INDICUÉE, ET MISES SOUS ENVELOPPE PRINCIPALE ANONYME PORTANT LA MENTION :

« SOUMISSION À NE PAS OUVRIR »

AVIS D'APPEL D'OFFRE DE PRÉQUALIFICATION NATIONALE ET INTERNATIONALE
N° 01/2025/OTA/AOP/INDIR

OPTIMUM TELECOM ALGERIE SPA

ROUTE DE LA WILAYA, LOT N° 37/4, DAR EL BEIDA, ALGER - ALGÉRIE

- LES DOSSIERS DE CANDIDATURE DOIVENT ÊTRE REMIS, SOUS PLI FERMÉ ET ANONYME EN UN (01) EXEMPLAIRE.
- LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBLIGATOIREMENT FOURNIR L'ENSEMBLE DES PIÈCES CITÉES DANS LE CAHIER DES CHARGES DE PRÉQUALIFICATION
- UN COMPLÉMENT DE DOSSIERS PEUT ÊTRE DEMANDÉ LORS DU PROCESSUS DE SÉLECTION.
- LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES EST FIXÉE POUR LE 05/02/2025 À 14H00 HEURE LOCALE.
- LES SOUMISSIONS QUI PARVIENDRONT APRÈS LA DATE ET HEURE LIMITE DE DÉPÔT DES PLIS NE SERONT PAS PRISES EN CONSIDÉRATION.

Optimum Telecom Algérie s.p.a

Siège social : Route de wilaya, Lot n°37/4, Dar El Beida - Capital social : 164 002000000,00 DZD
www.djezzy.dz



ANEP N° 2516002628

Le Quotidien d'Oran 28/01/2025

APARTEMENTS

■Vends des apparts promotionnels, F3-F4-F5, cuisine équipée box de voitures à Akid Lotfi - Belgaïd - Hippodrome - Lycée Lotfi, Cité Petit -Tel : 8 0772.43.37.38 - 0660.88.46.15

■Loue F1 meublé, à 100m de la Place des Victoires, 4° (3,5U) - F3 Cité Lescure, 10° (2U) - Agence immo ABDALLAH : 11 rue Cavaignac, Oran - Tel : 041.38.62.87/0770.40.87.48

■V/loue/ éch à Tiaret C/V C/Sim à Oran F6, act 03 façade e/o/sud, cour comm 3.000 m² dans cité clôt par 04 bt, près tout comm+ park à gard loue F2, dans RDC villa + jardin entre indép. Police+PTT+hammam+école + CEM + univ+ superette + bus 02 sens vers C/Ville - Mob : 0557.74.60.91/ 0558.29.57.69

■Vend F4, r-c-h, superficie 90 m², 3 balcons, 2 façades à Misserghine. Tél : 0699.67.94.50 - Visite le vendredi matin

■Vds apparts : F2, 50 m² + luxueux F3, 70 m², 1^{er} EDEN-Plage + F2, 52 m², F3 80 m², 2^{ème} Bouisseville, F3 105 m², F4 107 m² Ain El Turck - Petite maison 90 m², Trouville, Studio 40 m² - Ag El Bahria Ain El Turck - 0774.01.89.57

■A Oran vd sur Bd des Lions, F3, 4^{ème} étage, sup 83 m², 3 façades, luxe, libre de suite - 0554.96.24.41

EMPLOIS

■Particulier cherche femme de ménage à Oran. Tél : 0673.48.44.06

■Importante Entreprise de travaux publics cherche, pour les besoins de l'entreprise, le poste suivant : Ingénieur en Hydraulique avec ou sans expérience. Nous envoyer CV eurlafaf@gmail.com

■Entreprise recrute des mains-d'œuvre, peintres, électriciens, maçons, plombiers, expérience exigée, salaire selon compétence - Tél : 0560.36.63.56 - 0550.16.40.04

LOCAUX

■Vends beau magasin, 2 niv, 63 m², haut 5,5m + s-pente 280 m² haut 2,5 m, bien aménagé, bien situé à Fernand-ville, Oran idéal pour tous commerces (labo d'analyses, clinique, vente habillement) : Tél : 0542.85.92.95

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Mascara
Daïra de Tighennif
Commune de Sidi kada

Avis D'attribution Provisoire

- Conformément à la disposition de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et les articles 65 et 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, et des délégations de service publics, la commune de Sidi Kada informe l'ensemble des Soumissionnaires que le projet objet d'appel d'offres Ouverte Avec exigence des Capacités Minimales N°08/2024 Parus, dans les quotidiens nationaux :

- « Le Quotidien d'Oran » en date du : 09/01/2025.

- " البديل " en date du : 07/01/2025.

A été attribué provisoirement comme suit :

Intitulé du Projet	Entreprise Retenue	Montant après vérification en T.T.C « DA »	Note Techn /100	Délais de réalisation	OBS
Entretien du Chemin reliant Village Emir Abdelkader et Sidi Kada Centre sur 2,9 km (Route CHAHBA)	SARL MOUSSA OMAR CONSTRUCTION -MOHAMMADIA- -MASCARA- NIF : 001729066389818	31 645 908,00	89	Cinq (05) Mois	« Attribué provisoirement »

Le soumissionnaire est invité à prendre connaissances des résultats détaillés de leurs offres au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution de cet avis dans les Quotidiens nationaux

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission Communale des marchés publics, dans un délai de Dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis dans les Quotidiens nationaux.

Président de l'Assemblée Populaire
Communale de Sidi Kada

ANEP N° 2531001389

Le Quotidien d'Oran 28/01/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya : D'Oran

Daïra : es-seina

Commune : sidi Chami.

N° : / 2025

00000182

**AVIS
D'INFRUCTUOSITE**

NIF :31135010061

Le président de l'assemblée communal de Sidi Chami informe les entreprises soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale N° 19/2024 pour la 2^{ème} fois, Paru sur les journaux nationaux de Le Quotidien D'Oran en date du 30/12/2024 de l'infructuosité de l'opération citée sous dessous cause le plis unique non qualifié techniquement.

. LOT 02 : Déplacement De La Conduite D'assainissement Hai 330 Logements
(Sadem) sidi Chami

un délai de dix(10) jours, à partir de la première (1^{ère}) parution sur la presse est accordé aux soumissionnaires pour déposer leurs éventuels recours auprès de la soumission des marchés publics de la commune portant réglementation des marchés public et des délégations de service public. Ceux d'entre eux qui sont intéressés, de se rapprocher de ses services, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'infructuosité, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières

Sidi Chami le : 2025...
15 جاني

....Le président de l'APC

ANEP N° 2531001382

Le Quotidien d'Oran 28/01/2025

2

11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.40 Journal Météo climat
13.50 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
19.55 Journal Météo climat
20.00 Journal 20h00

20.50 Le gala des Pièces jaunes : le concert événement



Depuis 36 ans, l'opération Pièces jaunes se destine à améliorer le cadre de vie des enfants et adolescents hospitalisés ou en souffrance. Dans la lignée de cette action caritative d'envergure, le Gala des Pièces Jaunes fait appel chaque année à des stars internationales, qui se mobilisent le temps d'une soirée pour lever des fonds. Réunis le 23 janvier dernier, pour la première fois sur la scène de Paris La Défense Arena, un plateau d'exception nous offre moments forts et collaborations inédites.

3

10.40 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine
11.15 Le goût des rencontres normandes
12.15 ICI 12/13
12.55 Météo à la carte
16.45 Duels en familles
17.20 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 édition toutes régions
19.50 Tout le sport
20.20 Un si grand soleil

21.05 La soupe aux choux



Comédie - France - 1981
Avec Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret, Claude Gensac
Le Glaude et le Bombé, deux vieux paysans, vivent très retirés de la vie moderne. Une nuit, un extra-terrestre atterrit en soucoupe volante dans le jardin du Glaude. En gage de bienvenue, ce dernier lui offre un peu de sa fameuse soupe aux choux.

4

11.02 Idéfix et les Irréductibles
11.58 Les as de la jungle à la rescousse
13.49 ASKIP
14.06 Anatole Latuile
15.19 Trop cool, Scooby-Doo !
15.53 Molusco
17.49 Oscar & Malika toujours en retard
18.57 Potobot
20.05 C'est toujours pas sorcier
20.40 T'es au top
20.50 Okoo-koo
20.55 Consomag

21.00 Les clefs de l'orchestre de Jean-François Zygel



Avec le pianiste compositeur Jean-François Zygel, l'Orchestre Philharmonique emmène le public au cœur des œuvres. Ensemble, ils décortiquent la partition, pupitre par pupitre, thème par thème, et révèlent ainsi le génie des compositeurs. Dernière et la plus grande de ses symphonies, la 41e symphonie un majeur de Mozart célèbre le triomphe de la lumière. Elle est la quintessence de son art. Le pianiste décompose l'œuvre avec humour pour mieux l'expliquer.

5

10.00 Le Mag de la santé
11.00 Caméras espions en terre animale
13.00 Des trains pas comme les autres
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Des trains pas comme les autres
15.02 Imprévus
15.15 Vivre loin du monde
16.00 Les trésors cachés du Danube
16.55 C pas si loin
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.05 C à vous la suite
21.05 Enquête de santé

arte

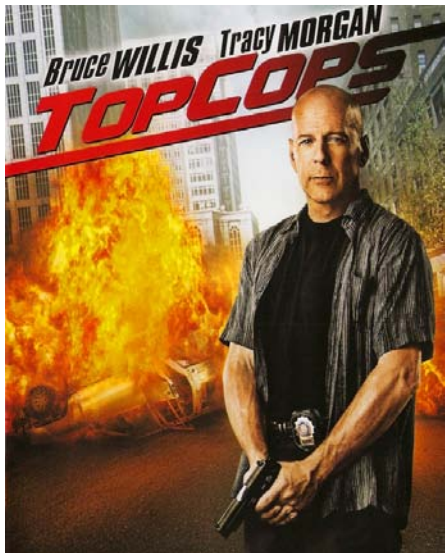
C8

10.55 Grande-Bretagne, voyage aux sources de l'alpinisme
11.50 Voyages en terres du Nord
13.00 Le fret en voie de l'écologie
15.25 Voyage en Méditerranée
15.50 Les pumas, furtifs félins du Montana
16.35 Les lionnes de Namibie : Reines de la côte des Squelettes
17.20 Invitation au voyage
18.55 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Chasseurs de mafia

09.33 Chez Jordan De Luxe
12.27 Sélection C8
12.36 William à midi : première partie
13.39 William à midi
14.05 Inspecteur Barnaby



17.54 Pascale, Eric, Yann et les autres
18.49 La tribu de Baba
19.52 Touche pas à mon poste
21.20 Ténor



RTL9 20.55

TOP COPS

Comédie policière - Etats-Unis - 2010
Avec Bruce Willis, Tracy Morgan, Juan Carlos Hernández, Kevin Pollak
L'histoire de Jimmy Monroe et Paul Hodges, deux inspecteurs de la police de New York à la recherche d'une carte de baseball volée de grande valeur. Ils sauvent une mexicaine tout en étant en relation avec de l'argent blanchi et un impitoyable gangster obsédé par les objets souvenirs.

ACTION 20.50

JEUX D'ESPIONS



Film d'action - Etats-Unis - Royaume-Uni - 2020

Avec Scott Adkins, Anna Butkevich, Yuliia Sobol, Honor Kneafsey
Après une mission qui a mal tourné, Martin Baxter a quitté le MI6. L'ex-agent travaille désormais comme portier dans un club londonien. Lorsque sa fille est enlevée, Martin doit reprendre du service. Les kidnappeurs exigent de lui qu'il récupère une mallette en Ukraine. Sur place, il fait équipe avec une journaliste.

CINE + FRISSE 20.50

TRANSFORMERS : RISE OF THE BEASTS



Film de science-fiction - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Chine - 2023
Avec Anthony Ramos, Lauren Vélez, Dominique Fishback, Dean Scott
Il y a bien longtemps, sur la planète des Maximals, une race avancée de Transformers, Scourge, destructeur de planètes, tente de mettre la main sur la clef de TransDistortion, qui rendrait leur maître encore plus puissant. Mais les Transformers parviennent à envoyer cette clef très loin, hors de portée d'Unicron et de ses sbires.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Le grand concours



11.00 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
13.50 Plus belle la vie, encore plus belle
14.20 Itinéraire pour l'enfer
15.50 Prisonnière dans ma maison
17.35 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h
20.45 My Million
21.00 C'est Canteloup

Arthur est le maître de cérémonie pour cette soirée de Grand Concours spéciale 50 ans de TF1. Pour l'occasion Arthur recevra 26 personnalités représentatives de la chaîne. Figures bien connues des spectateurs et appréciés pour leur humour. Parmi les personnages publics de ce soir, on retrouve : Nikos Aliagas, Camille Combal, Denis Brogniart, Jean-Luc Reichmann, Grégoire Margotton, Christophe Beaugrand, Hélène Mannarino, Anaïs Grangerac, Inès Vandamme...

6

21.10 The Island



Saison 5 - L'île du bagne

Présenté par Loury Lag
Au large de la Malaisie, sur une île déserte, dix rescapés tentent de traverser la jungle avec un objectif : s'échapper. Liurés à eux-mêmes, ils tentent ainsi de parcourir les 10 kilomètres qui les séparent du point d'exfiltration. Les naufragés de cette saison, bravent la faim, la fatigue, les intempéries et les dangers, aidés de l'explorateur Loury Lag qui supervise leur aventure.

CANAL+

21.10 Borgo



Drame - France - 2023

Avec Hafsia Herzi, Moussa Mansaly, Louis Memmi, Michel Fau, Pablo Pauly
Mélissa, surveillante pénitentiaire à Fleury-Mérogis, vient de quitter la métropole pour s'installer en Corse avec son mari, Djibril, qui cherche un poste de menuisier, et leurs deux enfants. Pour la jeune femme, l'acclimation est assez difficile. En prison, les détenus montrent immédiatement de fortes réticences quand elle fait preuve d'autorité.

PLANETE +

09.53 Il était une fois Walt Disney
11.18 Faites entrer l'accusé
12.36 Colisée, une histoire monumentale
14.06 Navires de légende
15.55 La véritable histoire de Barbie
17.33 Jules
18.25 Gengis Khan, à la recherche de la tombe secrète
19.26 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Samantha Smith : la petite fille et la paix ?

TFX

09.00 Gossip Girl
09.50 TFX infos
09.55 Gossip Girl
12.15 Les frères Scott
16.25 Quatre mariages pour une lune de miel
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
20.50 Handball : Championnat du monde masculin

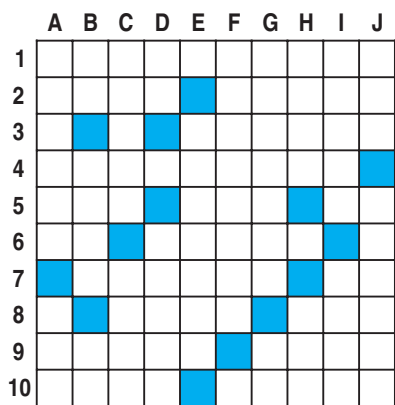
09.30 Lucifer
14.05 The Big Bang Theory
16.10 Young Sheldon
18.00 Une saison au zoo
21.10 Bloodline

W9

09.00 W9 Hits
12.45 Météo
12.50 NCIS : Série policière - Etats-Unis - 2009 Saison 7 - Episode 2/24
16.40 Un dîner presque parfait



19.50 Les apprentis aventuriers
21.05 Météo



Horizontalement:

1. Un tissu léger et transparent, un verre fin, purée !
2. Cours ici et là. Fleurs de boublon.
3. Grand tonneau.
4. Colonne à pyramidion.
5. Volume. Pièces de caisse. Gros et gras des oreilles.
6. Sur la rose. Désordre et confusion.
7. Décarrer. Au monde.
8. Elément de direction. Nase.
9. Mis en page. Milieu de terrain.
10. Barbotte. Chant d'église.

Verticalement:

- A. Plein d'amertume. Au réveil, il a toujours un tic.
- B. Conjonction. Le singe du mec. Article.
- C. Parent ascendant. Suit comme un mouton.
- D. Pièces à souder. Ligne de faite.
- E. Diantre, c'est entre ficher et foutre.
- F. Tissu à carreaux.
- G. Ville du temple d'Amon. Note.
- H. Non fondé.
- I. Louise ou marie-louise.
- L. «Le Vieillard de la mer».

R	R	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A	E	T	E
E	E	O	E	H	C	I	N	N	T	G	R	G	M	
T	D	I	U	E	A	O	E	N	R	A	A	E	O	
N	R	S	F	U	R	M	M	E	A	N	R	M	R	
E	A	N	S	R	E	A	M	T	S	E	S	E	E	U
T	G	E	E	R	R	E	I	P	M	I	N	V	S	E
I	N	T	A	E	L	G	A	E	N	I	O	E	O	S
N	I	F	P	B	N	R	N	I	A	L	C	E	R	S
R	F	M	A	U	E	T	V	T	U	N	S	E	H	O
E	E	M	R	N	I	U	N	T	E	I	U	E	C	R
T	I	E	C	O	A	O	I	T	O	R	T	N	G	
A	R	E	R	H	C	O	C	N	D	M	U	E	A	R
M	B	D	C	I	N	S	A	A	I	S	E	T	R	A
X	E	N	O	N	G	H	M	N	O	I	V	A	R	D
T	R	O	U	A	G	A	E	E	D	R	A	B	M	E

A GIR - AIMABLEMENT - AISE - AMADOUER -
ATTRACTION - AVION - BRIEFING - CAUSE -
CHAUVINISME - CONTAINER - CHEF -
DROIT - EFFAREMENT - EGAREMENT -
EGRATIGNURE - EMBARDEE - GARDER -
GRADE - GROSSEUR - HANTISE - HERMINE -
MATERNITE - MORUE - ŒUF - OUTRE -
RANCH - REVOLUTION - ROSE - RUEE -
SCIENCE - TEMPERAMENT - TENSION -
TENTER - TERROIR - TETEE -
TRANSPARENCE - XENON.

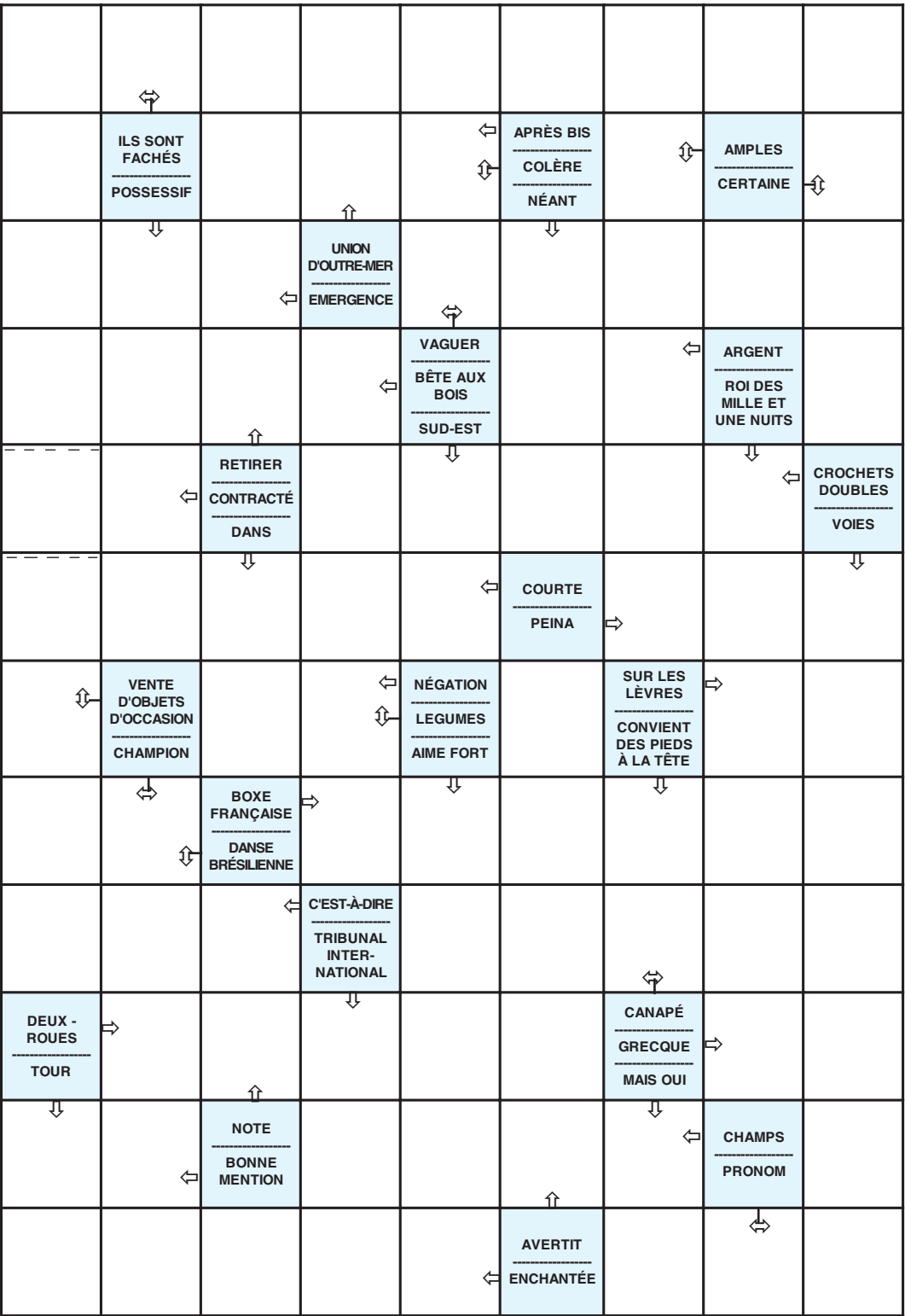
Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est avare. Mon 2e est un des cinq sens.
Mon tout est un plat de légumes et de viande en sauce.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
T	I	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	7	8	1	2	6	2	1	4	7			
7	8	5	4	10	7	11		5	12			
8		8	2		8			13	12	7		
1	12		14	7	1	9	2	6				
2	8	11	9	8	7			15	9	15		
10	2	7	6		12			5	16	7		
7		4	2		4	5	12	7				
1	9	4	11	7	11			4		11		
4	5	12	10	2		3	7	16	7			
7	4	4	7		3	5	12	2	3			
	1	2		3	4	12	11		5			
4	7	7	6	6	7		7	3	12			
12		4		7	5	8		12	7			
7	8	11	9	14	6	7	7		8			
11	12		12	11	7	4	7	8	1			

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÈCHES N° 9182



SUDOKU N° 2182

		4			9		3		
					3	8		7	5
				2		6		9	
									4
6	3								
9	4	8		2			7	6	3
2			5	8			9		
			9	3			5	1	2
1	7		4						

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9181
R E D U I R E
P I R E R U D E
A E G A R E E S
N B U E N S
T R U I T E S
O U S E L S
U N I E L O U P
F E R M E E R O
L S E S S E T
A E N T R E I
R A P T A N O N
D U S O T T E S

CROISÉS N°9181
D I P S O M A N I E
E N R O B A I E N T
B E R I G E S E
L E S T O P O T
O L S Q U I L L E
Q U A N T I F I E R
U I I L E N
E S S E U L E T U
N U E D E N T E S
T R E S S A S S E

SUDOKU N°2181
7 9 5 8 2 6 3 1 4
3 2 6 7 1 4 9 5 8
1 8 4 9 3 5 7 6 2
9 7 8 4 6 2 5 3 1
6 3 2 1 5 9 4 8 7
5 4 1 3 8 7 6 2 9
2 6 9 5 4 1 8 7 3
8 1 7 6 9 3 2 4 5
4 5 3 2 7 8 1 9 6

CODÉS N° 9181
1 G A M I E S T
8 O N U P L B R
15 V C D X F



Turquie : dix-neuf personnes incarcérées après l'incendie d'un hôtel de montagne



Dix-neuf personnes ont été arrêtées et placées en détention au terme de leur garde à vue, dans l'enquête sur l'incendie d'un hôtel de montagne en Turquie qui a fait 78 morts la semaine dernière, annonce lundi l'agence étatique Anadolu.

L'adjoint au maire de Bolu, chef-lieu proche de la station de ski de Kartalkaya où a eu lieu le drame, le chef-adjoint des pompiers et un pompier, ainsi que le directeur d'un autre établissement appartenant au même propriétaire que l'établissement sinistré, ont été déferés devant la justice et écroués, selon Anadolu.

L'enquête se concentre sur les responsables de l'hôtel, des secours et sur la municipalité de Bolu. Vendredi, trois jours après l'incendie survenu le 21 janvier, le propriétaire de l'hôtel Grand Karta et son gendre avaient été arrêtés, ainsi que le chef électricien et le chef cuisinier.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Espagne : démantèlement d'un gang de trafiquants de drogue à partir du Maroc



La police espagnole a réussi à démanteler une bande criminelle spécialisée dans le trafic de drogue à partir du Maroc, en arrêtant six criminels, en plus de sept autres interpellés en mai dernier, indique le journal espagnol El Faro de Ceuta.

Selon le même média, la police nationale espagnole,

appuyée par les Mossos d'Esquadra, une brigade de police de la région de Catalogne, a réussi à interpellier treize membres d'un gang marocain spécialisé dans le trafic de drogue et qui avait, au mois de mai dernier, déchargé quatre tonnes de haschisch à l'Ametlla de Mar (Tarragone-en Catalogne) en

provenance du Maroc. «Les arrestations ont eu lieu le 21 janvier à Alicante, où cinq hommes et une femme ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête relative à l'affaire du déchargement des quatre tonnes de drogues dans une baie (non loin) du port Olivet à l'Ametlla de Mar en mai 2024», précise le journal.

La Colombie va envoyer son avion présidentiel aux Etats-Unis pour les migrants expulsés



Le gouvernement colombien a annoncé dimanche qu'il allait envoyer son avion présidentiel aux Etats-Unis pour transporter «dignement» les immigrants en situation irrégulière que l'administration Trump voulait expulser plus tôt dans des avions militaires et dont Bogota a refusé l'entrée. «Le gouvernement de Colombie, sous la direction du président Gustavo Petro, a mis à disposition l'avion présidentiel pour faciliter le retour dans la dignité des ressortissants qui devaient arriver dans le pays ce matin, par des vols d'expulsion», a déclaré la présidence dans un communiqué envoyé à la presse.

Les dirigeants nordiques «solidaires» face à Trump



La Première ministre danoise a réuni ses homologues scandinaves et le président finlandais pour s'assurer de leur soutien face aux visées de Donald Trump qui veut annexer le Groenland, a-t-elle annoncé tard dimanche. «Les pays nordiques ont toujours été solidaires.

Et face à la réalité nouvelle et plus imprévisible à laquelle nous sommes confrontés, les alliances et les amitiés solides et étroites sont devenues encore plus importantes», a écrit Mette Frederiksen sur ses réseaux sociaux après une réunion et un dîner dimanche avec les Premiers ministres suédois et norvégien et le président finlandais.

Samedi, le président américain a indiqué à la presse qu'il «obtiendrait» le Groenland, réitérant ses velléités d'annexion. Territoire autonome, dont la politique étrangère et de sécurité, la justice et la monnaie dépendent du Danemark, le Groenland a maintes fois répété ne pas être à vendre.

Au lendemain de l'accession de M. Trump au pouvoir, le Premier ministre du Groenland Mute Egede avait insisté sur le fait que l'île ne voulait «pas» être américaine.

Covid : la Chine estime «extrêmement improbable» l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire



La Chine a affirmé lundi que l'hypothèse d'une fuite d'un virus depuis un laboratoire chinois pour expliquer la pandémie de Covid-19 était «extrêmement improbable», après des accusations en ce sens formulées par la CIA.

«La conclusion scientifique, faisant autorité, à laquelle est parvenu le groupe d'experts conjoint de la Chine et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur la base de visites sur le terrain dans les laboratoires concernés à Wuhan, est qu'il est extrêmement improbable qu'il y ait eu une fuite de laboratoire», a déclaré Mao Ning, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. «Cela a été largement reconnu par la communauté internationale et par la communauté scientifique», a-t-elle souligné lors d'un point-presse régulier.

La CIA, la principale agence de renseignement des Etats-Unis, avait estimé samedi «plus probable» l'hypothèse d'une fuite du virus depuis un laboratoire chinois, que celle d'une transmission par des animaux.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES BOURSES, LES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET LES MIEUX À FAIRE

Il est question en ce moment d'une augmentation des bourses pour les étudiants. Mais se focaliser seulement sur l'aspect pécuniaire d'un geste salubre dont bénéficieront les potaches ne serait que surfer sur un domaine important qui conditionne lui aussi l'avenir d'une large génération.

Les bourses estudiantines ne sont qu'un élément du domaine des œuvres universitaires qui nécessitent à l'instar d'autres secteurs de la vie nationale, un débroussaillage et une impérative rigueur. Le laisser en l'état et se contenter de se satisfaire d'une amélioration financière équivaldrait là encore à un populisme inconséquent. Fort heureusement, la décision de mettre en place une commission composée de trois ministres très proches du sujet est une mesure sage pour reformuler totalement et à bon escient ce que l'on

entend par le nouvel accompagnement que les autorités préparent pour l'étudiant.

Depuis toujours, l'Algérie est l'un des rares pays au monde où l'université est gratuite. De plus, la jointure de toutes les aides sociales est assurée bénévolement par l'Etat. Les frais de restauration et de logement sont dérisoires et le transport est garanti. Mais des paramètres de gestion, aucunement distants, des bas sont blessants pour recommander le sérieux d'un obligatoire redressement.

Le scandale de la location à plusieurs centaines de millions de bus dormant toute la journée aux portes des cités

universitaires est encore vif dans les esprits pour continuer à laisser la situation en l'état. A l'époque déjà, il aurait été mieux séant de bonifier le pécule des bourses pour permettre aux étudiants de prendre leur responsabilité pour leur transport au lieu d'engraisser les transporteurs.

Ce n'est là qu'un exemple parmi plusieurs autres qui aurait eu le mérite d'amoindrir les charges mais surtout de permettre aux étudiants d'engager un pied dans la vie. Bien évidemment l'évidence n'est pas garantie.

Mais il est certain qu'il y a mieux à faire pour mieux remeubler la nature des esprits et quand on aborde le sujet des bourses et des œuvres universitaires, le mieux à entreprendre est d'abord de s'armer de rigueur pour que le bénéfice reçu soit équitablement partagé. Pour les étudiants et pour l'ensemble de la société.